

# Rapport d'activités



Citoyenneté  
& Participation

Citoyenneté  
& Participation ASBL

Avenue des Arts, 50\6  
1000 Bruxelles

N° d'entreprise :  
0409117690  
RPM Bruxelles  
BE67310165860487

02 318 44 33  
info@cpcp.be  
www.cpcp.be

Décret du 17 juillet 2003 (modifié le 14 novembre 2018)  
relatif au développement de l'action d'Éducation permanente  
dans le champ de la vie associative et Arrêté du Gouvernement  
de la Communauté française (AGCF) du 30 avril 2014  
(modifié le 02 mai 2019)

**Fédération Wallonie-Bruxelles**

Janvier >  
Décembre

2019  
2020  
2021





## 1. Table des matières

1. Coordonnées générales - Identification de l'association	5
2. Évolutions globales de l'association	7
3. Les axes de reconnaissance – en axe 1	20
4. Les axes de reconnaissance – en axe 3	43
5. Engagement	52

## NOM DE L'ASSOCIATION

### Citoyenneté & Participation

Année civile sur laquelle porte le rapport d'activités

**2025**

› Information préalable

Il est suggéré aux associations de rédiger ce formulaire en un langage approprié à la communication à des tiers et de privilégier une approche synthétique.

Si l'une ou l'autre question vous semble non pertinente, n'hésitez pas à la passer.

Si une réponse vous paraît avoir déjà été apportée, mentionnez la référence au passage concerné.

› Le rapport annuel contient les éléments suivants

- Le rapport d'activités composé de deux parties : le présent formulaire, lié aux données générales et qualitatives et une annexe (Tableaux d'activités par axe) concernant les données quantitatives de chaque axe concerné, ainsi que, éventuellement, les données liées à la transversalité entre axes.
- Le rapport moral de l'ASBL tel que présenté à l'Assemblée générale.
- Le bilan et compte de résultats de l'exercice civil écoulé, appliquant la comptabilité en partie double selon le plan comptable normalisé des opérateurs culturels subventionnés transmis par l'Administration.
- Modèle téléchargeable [ici](#)
- Le tableau justificatif des amortissements de l'association, établi et présenté sur papier libre.
- Si ces documents existent, le commentaire des comptes annuels, le rapport du réviseur d'entreprise, le rapport d'un expert-comptable et le rapport des vérificateurs aux comptes.
- Un budget prévisionnel de l'exercice en cours.
- La copie certifiée conforme et signée du procès-verbal de l'assemblée générale qui approuve ce rapport annuel.

## 1. Coordonnées générales – Identification de l'association

Nom : **Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation ASBL**

Sigle : **CPCP ASBL**

Adresse du siège social : **Avenue des Arts, 50\6 – 1000 Bruxelles**

Adresse des unités d'établissement : le CPCP dispose de trois unités d'établissement :

- Avenue des Arts, 50 – 1000 Bruxelles
- Rue du Lombard, 8 – 5000 Namur
- Sentier du Gorla, 2 – 1348 Louvain-la-Neuve (Centre d'Archives et de Documentation du CPCP)

Téléphone : **02 318 44 33**

E-mail : **info@cpcp.be | direction@cpcp.be**

Site Internet : **www.cpcp.be**

Numéro d'entreprise : **4091.176.90**

Numéro IBAN et BIC : **BE67 3101 6586 0487**

Responsable de l'association et fonction : **Nadège Buquet – directrice générale**

Le cas échéant : personne responsable Éducation permanente dans l'association : **Olivia Prajara**

Adresse : **Avenue des arts 50\6 – 1000 Bruxelles**

Téléphone : **02 318 44 33**

E-mail : **direction@cpcp.be**

## 1.1. Nature de la reconnaissance dont bénéficie l'association

Préciser si la reconnaissance est demandée en tant que :

**Association**

Le cas échéant, nombre d'associations fédérées par l'association :

Préciser sur quel(s) axe(s) et catégories de forfait porte la demande de reconnaissance :

**Axe 1**  Catégorie de forfait : **(Art. 6 de l'arrêté) Forfait §2 : 35 points**  
Champ d'action territorial : **Fédération Wallonie-Bruxelles**

**Axe 3**  Catégorie de forfait : **Article 24/1 : 30 points**  
Champ d'action territorial : **Fédération Wallonie-Bruxelles**

## 2. Évolutions globales de l'association

### 2.1. La composition et le fonctionnement des instances dirigeantes (CA et AG) de l'association

À l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire du 13 octobre 2025, seuls Philippe Dedobbeleer, Bernadette Lambrechts et Marie Pierre Dejoie ont souhaité renouveler leurs mandats d'administrateurs. Depuis lors, M Dedobbeleer est président, et Madame Lambrechts, administratrice déléguée.

### 2.2. Composition de l'équipe

#### Direction



**Nadège Buquet**  
Directrice générale

#### Service généraux



**Anne Decorwée**  
Collaboratrice



**Firdaouss Bouali**  
Comptable



**Cindy Lachlan-Jenicot**  
Collaboratrice



**Anne Prieels**  
Collaboratrice RH



**Marie-Sarah Delefosse**  
Directrice administrative et financière

#### Participation citoyenne



**Coralie Cifre**  
Chargée de projet



**Manon Roelandts**  
Chargée de projet

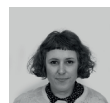


**Jaime Rosero**  
Coordinateur



**Anne-Michèle Zeevaert**  
Chargée de projet

#### Communication



**Éléonore Goffin**  
Coordinatrice



**David Clitus**  
Graphiste

#### Centre d'archives



**Marie-Cerise Fivet**  
Archiviste-historienne



**Thomas Smets**  
Archiviste-historien

#### Formation



**Deborah Chamovitz**  
Formatrice



**Philippe Dejardain**  
Formateur



**Karin Dubois**  
Coordinatrice



**Anne-Sophie Gérard**  
Formatrice



**Stéphanie Ghuyesen**  
Formatrice



**Louise Godard**  
Formatrice



**Veronique Sevrin**  
Formatrice



**Manoëlle Lujan Chavez**  
Formatrice

#### Éducation permanente



**Anna Constantinidis**  
Chargée de recherche



**Philippe Courteille**  
Responsable thématique



**Benoît Debuigne**  
Responsable thématique



**Salomé Deguelle**  
Animatrice



**Axelle Durant**  
Chargée de recherche



**Carine Dusseldorf**  
Accompagnatrice pédagogique



**Boris Fronteddu**  
Chargé de recherche



**Maia Kaïss**  
Responsable thématique



**Olivier Lanotte**  
Chargé de recherche



**Roxane Lejeune**  
Animatrice



**Carine Marcus**  
Animatrice



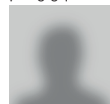
**Olivia Martou**  
Animatrice



**Olivia Prajara**  
Coordinatrice



**Emma Raucent**  
Chargée de recherche



**Clara Van Der Steen**  
Chargée de recherche



**Catherine van Zeeland**  
Chargée de recherche



**Louise Vanhèse**  
Responsable thématique



**Axel Winkel**  
Chargé de recherche

Le pôle Éducation permanente fédère désormais en un seul pôle les travailleurs de l'axe 1 et de l'axe 3 soit un total de 16 personnes (exerçant à temps plein ou temps partiel).

Une partie des collaborateurs et collaboratrices EP intervient également ponctuellement dans le cadre d'une autre activité (formations, facilitation). Ceci s'inscrit dans le cadre de notre politique de renforcement systématique des dynamiques de transversalité entre nos différents pôles d'activités.

---

## 2.3. Les modifications statutaires intervenues depuis la reconnaissance

Des modifications statutaires sont intervenues en 2021 (Assemblée générale extraordinaire du 18 janvier 2021) et en 2022 (Assemblée générale ordinaire du 20 juin 2022). Celles-ci sont reprises dans les rapports annuels précédents et publiées au *Moniteur belge*. À noter néanmoins, l'AG extraordinaire du 24 mars 2026 qui fut l'occasion de réviser les statuts de l'ASBL, publiés depuis au *Moniteur belge*.

---

## 2.4. Les types d'action développés par l'association en dehors des axes de reconnaissance

Outre les activités menées dans le cadre de son agrément en Éducation permanente, Citoyenneté & Participation mène également des activités liées à la formation, la participation citoyenne et dispose également d'un centre d'archives et de documentation.

---

### 2.4.1. Pôle formation

Le pôle Formation a depuis quelques années fait le choix d'une pédagogie participative. C'est ce qui rend son offre attractive auprès de partenaires de plus en plus nombreux.

Fort heureusement d'ailleurs, car le pôle a été impacté par la disparition du subside *Démocratie scolaire* ainsi que par la réforme du chômage, contraignant les CPAS avec qui nous collaborions les années précédentes à suspendre nos partenariats.

Malgré ces décisions nous avons mené une trentaine de procès au sein du public scolaire grâce à l'animation Justice à la barre. Du côté de l'associatif, les demandes ont essentiellement porté sur les problèmes liés aux stéréotypes et préjugés en tout genre, sur le décryptage de l'information et sur la compréhension des taxes et impôts en Belgique.

Ce dernier sujet d'ailleurs, était le thème des formations de formateurs qui ont été organisées autour du jeu *Le Dessous des taxes* grâce à un subside du Fonds pour l'éducation financière coordonné par la Fondation Roi Baudouin. La qualité de cet outil pédagogique a même séduit une association flamande – CAW Centraal-West-Vlaanderen – pour laquelle 50 boîtes de jeu ont été créées en néerlandais sous le nom *Expeditie Lagharta*.

En matière de jeux pédagogiques, notre équipe a aussi développé *Décode la mode*, un escape game qui invite les joueurs à enquêter sur les dessous de la fast-fashion.

Toujours dans le domaine de la consommation, notre collaboration avec Repair Together s'est poursuivie afin de développer une nouvelle version de l'animation *Justice à la barre* consacrée à l'obsolescence programmée, traitant spécifiquement du cas des smartphones de la société fictive Pineappel.

Enfin, pour pallier la disparition de subsides qui nous permettaient d'offrir une septantaine d'animations à divers établissements scolaires, nous avons lancé un nouveau projet intitulé *Libres et émancipés* dont l'objectif est de faire financer par le secteur privé des animations dans les écoles à indice socio-économique faible.

---

- Formation à l'interculturalité (FIC)

Les formations à l'intégration citoyenne (FIC) font partie du parcours d'intégration destiné principalement aux personnes étrangères qui viennent s'installer en Wallonie. Ce parcours s'adresse à toute personne étrangère, qu'elle soit primo-arrivante ou non, afin de faciliter leur intégration dans la société belge.

L'objectif principal de ces formations est d'aider ces personnes à comprendre comment fonctionne la société belge et wallonne, de connaître leurs droits et leurs devoirs, et de mieux se repérer dans la vie quotidienne pour s'adapter à un nouveau contexte politique et social ; pouvoir participer activement à la vie sociale et citoyenne.

En participant à ces formations, les nouveaux arrivants reçoivent des clés pour comprendre et appréhender leur nouvel environnement : il s'agit d'un espace d'apprentissage et de discussion abordant de nombreux sujets : les institutions belges, l'interculturalité, les stéréotypes et préjugés, la justice, le logement, les impôts, la santé, l'emploi, les médias, la consommation, le statut de séjour...

Nous organisons onze formations de 60 h par an, réparties entre Charleroi, Namur et Liège. Nous proposons aussi deux formations en ligne par an, afin que les personnes qui ne savent pas participer aux formations en présentiel aient l'opportunité de suivre les formations à distance, en soirée.

Inspectés en 2025, nous avons alors obtenu l'agrément de la Région wallonne pour cette activité.

## 2.4.2. Pôle Participation

En 2025, à titre d'exemple, le pôle Participation a travaillé sur les projets suivants :

- **Réaménagement de la Grand-Place d'Enghien – Ville d'Enghien** : Avant de lancer la procédure de désignation de l'auteur de projet chargé du futur réaménagement de la Grand-Place, la Ville souhaitait recueillir les avis des habitant·es, des commerçant·es et des usager·es du centre-ville. Pour ce faire, nous avons organisé un appel à volontaires en vue de constituer un panel citoyen. Nonante-quatre personnes ont manifesté leur intérêt ; un tirage au sort a ensuite permis de sélectionner 30 participant·es représentatifs de la diversité des publics concernés. Le processus a compris trois ateliers participatifs ainsi qu'une marche exploratoire dans la ville. Les propositions formulées par les citoyen·nes ont ensuite été transmises à l'administration communale, au Collège communal ainsi qu'au bureau d'étude chargé de concevoir le futur projet de réaménagement.
- **Cogestion d'un local communautaire – Foyer du Sud, Saint-Gilles** : Dans le cadre de l'ouverture d'un nouveau local communautaire situé rue du Monténégro à Saint-Gilles, le Foyer du Sud nous a confié la conception et la mise en œuvre d'un processus participatif inclusif visant à définir les usages, les activités et les modalités de cogestion du lieu. Ce projet avait pour objectif de faire du local un espace vivant, accessible et ouvert aux habitant·es du quartier. Nous avons ainsi mobilisé différents publics à travers des méthodes d'animation participative et une communication inclusive. La démarche a permis d'élaborer un diagnostic partagé des besoins et attentes des habitant·es, de coconstruire une programmation d'activités et d'identifier des pistes concrètes de gestion collective du lieu avec les riverain·es.
- **Budget participatif 2025 – Commune de Chaudfontaine** : En 2025, notre ASBL a poursuivi son accompagnement de la Commune de Chaudfontaine dans la mise en œuvre de son budget participatif. Notre intervention a porté sur la facilitation d'ateliers d'émergence et de préparation de projets citoyens, ainsi que sur l'accompagnement de la phase de vote. Nous avons également soutenu la constitution et le fonctionnement du jury citoyen chargé d'évaluer les projets et de sélectionner les initiatives lauréates. Cette démarche contribue à renforcer l'implication des habitant·es dans la vie locale et à soutenir des projets portés par et pour les citoyen·nes.
- **Réaménagement de la Place du Cœur de Meux – Commune de La Bruyère** : Le programme de réaménagement de la Place du Cœur de Meux s'appuyait sur un diagnostic participatif préalablement mené par la Fondation Rurale de Wallonie (FRW). Dans ce cadre, le bureau A&L Architectes nous a sollicités afin d'intégrer les résultats de la démarche citoyenne lancée à ce sujet dans le projet d'aménagement. Grâce à notre connaissance des enjeux du projet et des dynamiques participatives locales, nous avons pu traduire les attentes exprimées par les habitant·es en points d'attention concrets pour le design du projet. Nous avons également formulé des propositions opérationnelles afin que l'aménagement final réponde davantage aux usages, besoins et réalités du territoire.

- **Consultation citoyenne sur l'éclairage public – Commune de Walhain** : L'administration communale de Walhain a confié à notre équipe la mission d'élaborer une consultation citoyenne portant sur le maintien de l'extinction nocturne de l'éclairage public entre minuit et 5 heures du matin sur l'ensemble du territoire communal. Notre accompagnement a porté sur la vulgarisation des informations destinées aux citoyen·nes, la conception du questionnaire ainsi que la structuration de la démarche de consultation. Cette collaboration a permis de produire un outil clair, accessible et utile à la prise de décision publique, tout en favorisant l'expression des habitant·es sur un enjeu concret du quotidien.
- **Panel citoyen « Liège 2030 » – Ville de Liège** : Dans le cadre de l'élaboration du Programme stratégique transversal (PST) 2025-2030, la Ville de Liège souhaitait associer les habitant·es à l'identification des priorités pour l'avenir de la ville. Notre mission consistait à recueillir la parole citoyenne, à faire émerger les enjeux jugés prioritaires et à coconstruire des pistes d'action concrètes. Nous avons accompagné la Ville dans l'adaptation d'un outil institutionnel de planification afin de le rendre plus participatif, compréhensible et accessible aux citoyen·nes. À travers trois ateliers participatifs, et plus de 180 participants, nous avons mobilisé des méthodes d'intelligence collective permettant de valoriser les savoirs d'usage des habitant·e·s et leur capacité à proposer des solutions ancrées dans les réalités du terrain.
- **Aménagement d'un chemin cyclo-pédestre et d'un espace de loisirs – Ville de Waremme** : Prenant en considération notre triple mission qui consistait à informer les habitant·es, recueillir leurs avis sur le site existant, et enrichir l'avant-projet grâce à leur expertise d'usagers, notre intervention s'est concentré à la réalisation d'un événement de lancement convivial (exposition, jeu de piste et stand gourmand pour mobiliser les habitant·es dans un esprit festif et accessible), d'un marché de l'information autour de 4 ateliers thématiques participatifs et d'un événement final de présentation de l'avant-projet, associant la communauté aux résultats de la démarche.
- **Projet Démomètre – Commune de Walhain** : En 2025, Citoyenneté & Participation a eu pour mission d'adapter l'outil à la réalité institutionnelle et juridique de la région wallonne – en partenariat avec Démocratie Ouverte et un comité d'accompagnement pluridisciplinaire, issu du monde académique, associatif et institutionnel, mis en place pour ce projet. L'objectif : offrir aux communes wallonnes, dès 2026, un instrument gratuit et adapté à leur réalité institutionnelle. Avant son lancement officiel, en 2025 le DémoMètre Belgique a été testé en conditions réelles dans la commune de Walhain (Florenville 2026). À l'occasion de deux ateliers participatifs, habitants, agents communaux et élus ont été invités à partager leurs retours, tant sur le contenu que sur l'outil. Ces échanges ont permis d'établir un premier diagnostic de la vitalité démocratique locale et de faire émerger, en intelligence collective, des pistes d'amélioration concrètes pour la commune. Deux ateliers participatifs ont été organisés et un rapport de recommandations a été adressé à la commune.

---

### 2.4.3. Pôle communication

---

- Facebook
  - 2605 followers total.
  - 94 followers nets : +3.8% par rapport à 2024.
  - 4665 visites : +27,6 %.
  - 3403 interactions avec le contenu : +53,4 %.
  - 73 565 vues.
  
- LinkedIn (statistiques non disponibles avant le 10 mai 2025)
  - 1216 abonnés : +144.
  - 2424 vues de la page.
  - 196 visiteurs uniques.
  
- Newsletter
  - 33 campagnes de mails envoyées en 2025, dont :
    - > 4 pour le Centre d'archives ;
    - > 11 pour Citoyenneté & Participation ;
    - > 9 pour le pôle Formation ;
    - > 1 pour le pôle Participation ;
    - > 10 pour le pôle d'Éducation permanente, dont 1 pour la conférence sur le blé et le reste pour l'événement autour du sans-chez-soirisme.
  - 2404 utilisateurs actifs – 258 nouveaux abonnés et 74 désabonnés.
  
- Site internet
  - Nouvelles pages et nouveau design pour le page le Dessous des taxes + pages pour son téléchargement.
  - Nouvelles pages et nouveau design pour la page de présentation du pôle Participation, pour l'aménagement du territoire et leur formation.

- Nouveau design pour la revue *Tumult*.
- Création d'une fausse interface d'e-commerce pour un outil pédagogique.
- Bug et début de travail de refonte complète du site avec changement de nom de domaine en raison du changement de nom de l'ASBL.

---

- Évènements

- Arpentages dans le cadre de la semaine du numérique.
- Black Friday.
- Festival Namur demain – dont conférence sur le blé.
- Journée consacrée au sans chez soirisme.
- Soirée de lancement de la revue *Tumult*.

---

#### 2.4.4. Centre d'archives et de documentation

---

- Enjeux et objectifs

En 2025, les archivistes du Centre d'archives du CP se sont attelés à la réalisation des missions établies par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de sa convention. Celles-ci consistent principalement en la collecte, la prospection, la conservation, le classement et l'inventorisation des fonds d'archives qui sont confiées aux archivistes, quels que soient leurs formes ou leurs supports. Par ailleurs, le centre d'archives est tenu de favoriser l'étude et la recherche par des initiatives telles que la publication d'études, l'encouragement de la recherche scientifique ou encore l'acquisition et la diffusion de documentation et d'informations.

---

- Actions et réalisations

En 2025, un peu plus de 6 m.l. d'archives papiers et près de 3 000 fichiers numériques ont été rendus accessibles à la consultation grâce au travail d'inventorisation et d'encodage sur le catalogue effectué par notre équipe. Nous avons également récolté environ 3 m.l. d'archives papiers et 200 Go d'archives numériques, notamment grâce au travail de sensibilisation et de collecte effectué par les archivistes.

En outre, nous nous sommes attelés à des missions plus spécifiques telles que le suivi du groupe de travail « Avenir du secteur », la réalisation d'une nouvelle interview et la participation à des collaborations scientifiques. Par ailleurs, d'importants projets de numéri-

sation ont été menés en interne : archives relatives aux structures directoriales, archives électorales, collection des objets du PSC, etc. L'aboutissement de ces projets permet, outre une optimisation de la conservation, une consultation plus aisée pour les chercheurs grâce, notamment, à l'océrisation de ces archives. L'année 2025 a également été marquée par la participation des archivistes à trois jours de formations qui ont permis de valider et d'améliorer les pratiques internes en matière de gestion des archives numériques.

Un rapport moral détaillé pour l'année 2025 est disponible sur simple demande au centre d'archives.

## 2.5. Les activités d'évaluation liées à l'exécution du présent plan d'action pluriannuel (public, modalités, conclusions éventuelles intermédiaires...)

Notre RGE a été finalisé et remis en juin 2025. Les grandes lignes directrices qui en ont émané sont évidemment pleinement d'actualité. Les actions menées au sein de nos deux axes de reconnaissance s'inscrivent donc dans la logique des stratégies d'action définies à l'issue de ce travail.

Plusieurs évolutions significatives ont vu le jour pendant le processus de réflexion qui a accompagné ce RGE. Nous pouvons citer à titre d'exemple la fusion de 2 pôles (axe 1 et axe 3) et la redéfinition des thématiques. Dans ce contexte, nous avons fait le choix de laisser ces transformations se stabiliser avant d'engager une nouvelle évaluation approfondie.

Néanmoins, nous avons veillé à analyser dans quelle mesure les actions réalisées cette année s'inscrivent bien dans les orientations stratégiques définies pour chaque axe. La réflexion présentée ici se veut dès lors davantage qualitative que quantitative, afin de rendre compte de la cohérence entre nos pratiques et les objectifs poursuivis.

### 2.5.1. Pour l'axe 1

Pour cet axe, nos éléments stratégiques :

- proposer des activités favorisant la prise de parole et l'implication de chacun chacune dans une dynamique collective ;
- maintenir et/ou créer de nouveaux partenariats et renforcer notre visibilité ;
- de développer des stratégies spécifiques aux thématiques.

Nous développons ces points ci-après.

- 
- Proposer des activités favorisant la prise de parole et l'implication de chacun et chacune dans une dynamique collective.

Pour tenter de répondre à cet objectif, nous avons porté une attention particulière aux éléments suivants dans le cadre de nos activités régulières et grand public :

1. **Proposer des lieux de débats qui partent du vécu.** Nos activités régulières, et ce dans toutes les thématiques, partent du vécu des personnes présentes dans nos ateliers.  
Les activités régulières que nous menons, quelle que soit la thématique, prennent appui sur le vécu des participantes et participants. Partir de ce vécu permet d'ouvrir progressivement des échanges qui mènent à une lecture plus critique des mécanismes sociaux, culturels, environnementaux ou médiatiques.  
Les ateliers deviennent ainsi de véritables espaces d'écoute et de débat, où le vécu de chacune et chacun peut être exprimé, les idées reçues questionnées et les points de vue confrontés, contribuant à faire évoluer les regards sur l'action collective.
2. **Des outils et animations adaptés.** Ces dispositifs peuvent être complétés par des formats plus structurés, comme des focus groups, des journées de débat ou des podcasts, qui favorisent à la fois l'expression individuelle et la diffusion de la parole. Par ailleurs, certaines actions accompagnent concrètement les personnes dans leur capacité à s'exprimer et à agir, par exemple en les aidant à franchir la porte d'un service, à prendre contact avec des partenaires ou à mener un projet de bout en bout.  
L'utilisation de méthodes d'animation participatives joue également un rôle clé pour faciliter la prise de parole. Des outils comme les ateliers d'écriture, l'arpentage ou les techniques d'intelligence collective permettent de structurer les échanges et d'inclure des profils variés. Par exemple, les arpentages ou les débats autour de la décroissance, ainsi que des initiatives comme le projet Black Friday, ouvrent des espaces de réflexion sur des enjeux de société et encouragent une lecture critique du monde. Ces approches s'appuient sur la participation active, l'échange d'expériences et la coconstruction, permettant aux participant·es de croiser leurs vécus et d'explorer ensemble, des alternatives sociales, alimentaires ou citoyennes.
3. **La mise en place de projets collectifs** constitue un autre levier important d'implication. En coconstruisant des actions sur la durée, les participant·es développent un sentiment d'appartenance et renforcent leur capacité à agir. Par exemple, des groupes peuvent se réunir régulièrement pour organiser un événement, créer un outil (comme un sondage ou une brochure) ou encore mettre en place un ciné-débat.

---

- Maintenir et/ou créer de nouveaux partenariats et renforcer notre visibilité

Nos actions menées témoignent d'une dynamique de consolidation des partenariats existants tout en développant de nouvelles collaborations en lien avec nos thématiques de travail.

**Médias & Actions citoyennes** : cinq partenariats ont été mobilisés cette année, dont quatre collaborations de longue date. Un nouveau partenariat a également été développé avec la Régie des quartiers de Namur, avec laquelle des collaborations avaient déjà été menées précédemment à Namur dans le cadre de la thématique Lieux de vie & Espace public.

**Cultures, Violences & Institutions** : un partenariat structurel est maintenu avec le GAFFI, actif depuis plusieurs années. Par ailleurs, le projet « Violences institutionnelles » constitue un levier important de mise en réseau dans le secteur associatif, en lien avec de nombreux acteurs tels que le Syndicat des immenses, Les Petits Riens, AMA, L'Ilot, RSS Tournai, Bruss'Help, l'ARC, le Samu Social ou encore BelRefugees.

**Lieux de vie & Espace public** : nous avons travaillé avec dix partenaires différents. Le projet InterG, initié avec la Régie de quartier, s'est élargi à de nouveaux partenaires au fil de son développement, notamment la maison de jeunes, la maison de repos d'Harscamp et une maison de quartier. En parallèle, les collaborations se poursuivent avec la Ville de Namur, la maison de quartier de Basse-Enhaive, Énéo ainsi que les maisons ouvertes Ose Aller et Trait d'Union à Wavre. Un nouveau partenariat a également été établi avec la maison de transition d'Enghien.

**Sociétés & Environnement** : le nombre de partenariats a fortement augmenté, notamment dans le sillage du musée du Capitalisme et du développement du projet Black Friday. Des collaborations ont été menées avec le Centre culturel de Namur, AJILE, Jeunes & Citoyens, Repair Together, achACT, Namur Sans Pub, AFICo, Soralia, Les Amis de la Terre, et le CNCD-11.11.11. Dans le cadre du projet de Sécurité sociale de l'alimentation (SSA), des partenariats existent également avec FIAN, le CIEP, Oxfam et Îles de Paix. Enfin, les collaborations de longue date se poursuivent avec les CPAS d'Yvoir, Namur et Hannut.

Nous sommes donc bien dans une dynamique à la fois de consolidation des partenariats existants et de développement de nouvelles collaborations.

---

- Stratégies spécifiques aux thématiques

La section « Reconnaissance en axe 1 » présente le déploiement annuel des thématiques.

---

## 2.5.2. Pour l'axe 3

---

- Diversifier et stratégie de diffusion nos contenus

La diversification de nos formats s'inscrit dans une volonté de toucher de nouveaux publics à travers des supports plus accessibles et variés. Comme développé dans la partie « Reconnaissance en axe 3 », nous avons notamment proposé cette année un podcast dans le cadre du projet « Violences Institutionnelles », ainsi qu'un nouveau format d'analyse plus court, les billets d'humeur. Un outil pédagogique est également en cours de conception et devrait paraître en 2026. Parallèlement, un travail important a été mené pour rendre nos publications plus accessibles, notamment en réduisant progressivement la longueur des analyses. Entre 2022 et 2024, leur taille a diminué en moyenne de 35 %, et de 42 % si l'on inclut 2025, notamment grâce au développement de formats plus courts comme la revue et les billets d'humeur.

Cette évolution s'inscrit dans une réflexion de fond sur la portée de nos productions, menée dans le cadre d'une refonte du pôle engagée depuis deux ans. Celle-ci a mis en évidence un frein majeur à l'appropriation des contenus : leur longueur. Les analyses les plus volumineuses apparaissaient comme un obstacle à leur diffusion, tandis que des formats plus synthétiques se révèlent plus accessibles. Afin de mieux répondre aux attentes des publics et de renforcer leur implication dans l'évaluation, nous avons donc fait du format court, un premier levier d'action. Un nouveau bilan sera réalisé afin d'en mesurer les effets sur les taux de lecture et l'appropriation des contenus.

En complément, une nouvelle stratégie de diffusion des publications a été définie et sera mise en œuvre à partir de 2026. Elle repose sur l'anticipation de la valorisation dès la conception des contenus : nos analyses et études pourront, quand cela sera pertinent, être accompagnées de divers formats comme des résumés, infographies, vidéos et supports pédagogiques afin de toucher des publics variés.

Cette nouvelle stratégie vient renforcer les actions déjà en place. Nous assurons en effet la diffusion et la promotion de nos publications par plusieurs canaux : d'une part, via notre site internet, notre page Facebook – qui relaie systématiquement les nouvelles publications et met en avant les contenus antérieurs en lien avec l'actualité – ainsi que nos newsletters, qu'elles soient générales ou thématiques. D'autre part, les publications sont également disponibles en version papier, notamment diffusées lors de notre participation à divers événements. La visibilité de nos travaux est en outre renforcée par l'organisation d'événements destinés au grand public, dont les contenus s'appuient sur nos publications.

---

- Pérenniser et perfectionner le projet de la revue *Tumult*

Nous avons sorti cette année notre troisième numéro, consacré au thème de l'autorité. Et nous travaillons actuellement sur le quatrième numéro portant sur l'extrême droite, qui paraîtra en 2026. Sa pérennisation répond à plusieurs objectifs. Elle a tout d'abord permis de renforcer le travail d'équipe, en proposant des sujets de société transversaux dans lesquels chaque thématique peut trouver sa place, offrant ainsi un nouveau cadre de collaboration. Elle a également favorisé la diversification des contenus, en explorant des formats inédits et variés. Enfin, elle contribue à accroître notre visibilité : en abordant des sujets globaux sous des angles originaux, *Tumult* nous permet de concevoir des actions à destination d'un large public, telles que des conférences-débats ou encore des ateliers d'arpentage, pour partager et prolonger les réflexions issues de la revue.

---

## 2.6. Les activités liées à la formation du personnel ou des équipes d'encadrement de vos activités d'Éducation permanente (type de participants, besoins identifiés, contenus et intervenants...)

Les activités liées à la formation du personnel s'inscrivent dans une dynamique de renforcement continu des compétences en lien avec les thématiques et les pratiques d'Éducation permanente. En 2025, plusieurs formations ont été suivies par les membres de l'équipe, combinant des apports méthodologiques, thématiques et pédagogiques.

Par exemple, une travailleuse a participé à des formations autour de la Fresque du climat, à la fois pour découvrir cet outil d'animation et pour se former à son utilisation en tant qu'animatrice. Cette démarche permet de renforcer les capacités d'animation sur les enjeux environnementaux et de proposer des dispositifs participatifs adaptés aux publics. Une autre formation, intitulée « Accompagner le changement face à la crise environnementale », suivie sur plusieurs jours, a permis d'approfondir les compétences en accompagnement des publics dans des contextes de transition et de transformation sociale.

Ces formations, majoritairement formelles et dispensées par des organismes spécialisés, contribuent à outiller l'équipe tant sur le fond (enjeux sociétaux, environnementaux), que sur la forme (méthodes d'animation, dispositifs participatifs). Elles participent ainsi directement à la qualité des activités proposées, en renforçant la capacité des intervenant·es à favoriser la participation, la réflexion critique et l'implication des publics.

De manière plus globale, ces démarches de formation s'inscrivent dans une logique d'adaptation continue aux enjeux traités et aux besoins des publics, en cohérence avec les objectifs de l'Éducation permanente.

Le tableau ci-dessous reprend les formations suivies par le pôle EP en 2025

Titre de la formation	Nom de l'opérateur
Fresque du climat	Futurable
Accompagner le changement face à la crise environnementale	Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente
Animation - prévention contre l'extrême droite	La Cible
Journée d'autoformation du CreaSSA	As bean - CreaSSA
L'Alimentation durable, un levier indispensable pour une démarche de santé ?	Canopea
Sécurité sociale de l'alimentation : Un projet au croisement de la santé publique, de l'agriculture et de la justice sociale	Collectif CreaSSALux
Journée d'échange intercaisses entre expériences belges	CIEP, CreaSSA, Réseau des GASAP, Îles de Paix
Fresque de la biodiversité	Maison du développement durable (LLN)
Formation Arpentage	Peuple et culture
Accompagner le changement face à la crise environnementale	Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente
Initiation à l'approche interculturelle	CAI Namur
Formation IA	Titre de la formation
Fresque du numérique	Fresque du numérique
Animer activités intergénérationnelles	Entre'âge

Fresque du climat (devenir animatrice du dispositif)	MDD (LLN)
Faire face à l'extrême droite	La cible
Genre et transidentités	Genres Pluriels
Arpentage	Peuples et culture
Le numérique responsable en ASBL, c'est bien... mais concrètement, on fait comment ?	Bruxeo
Comment le numérique nous divise ?	Média Animation
Recherche collaborative (DPA)	Le Grain
La confiance en soi	Mentorshow

### 3. Les axes de reconnaissance – en axe 1

#### 3.1. Vos thématiques ont-elles été adaptées ? Comment se déploient-elles ?

Les activités 2025 s'inscrivent dans la continuité des éléments présentés dans le Rapport général d'évaluation l'an passé, tant au niveau des objectifs que de l'approche critique, des impacts recherchés et du positionnement adopté en matière de droits. Le tableau ci-dessous reprend les heures réalisées dans chacune des thématiques ainsi que le nombre moyen de participant·es. Nous présentons les grands thèmes et actions qui ont jalonné l'année.

	Heures en propre	Heures covalorisées	Total	Activités large public
Médias & Actions citoyennes	138	3	141	0
Cultures, Violences & Institutions	60	50	110	1
Lieux de vie & Espace public	205	23,5	228,5	5
Sociétés & Environnement	117	53	170	5
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>520</b>	<b>129,5</b>	<b>649,5</b>	<b>11</b>

### 3.1.1. Médias & Actions citoyennes

		Heures en propre	Heures covalorisées	Total	Activités large public
Activité n°1	ECGO - Espace Citoyen de Gosselies	30	0	30	0
Activité n° 2	Le Plan de Cohésion Social Franck	18	0	18	0
Activité n° 3	Le piment	15	3	18	0
Activité n°4	ECDO - Espace Citoyen de Docherie	15	0	15	0
Activité n°5	Régie de Quartier - Groupe 1	30	0	30	0
Activité n°6	Régie de Quartier - Groupe 2	30	0	30	0

Les activités sont présentées ci-dessous de manière globale afin d'introduire les différentes thématiques. Les informations détaillées figurent dans le tableau des activités de l'axe 1 et sont référencées dans l'ordre de leur présentation (activité n°1, 2, 3, etc.).

Nos ateliers cette année se sont placés dans la continuité des précédents en visant à proposer des espaces de débats, de créations de contenus et de visites thématiques en collaboration avec plusieurs partenaires tels que l'Espace Citoyen de Gosselies (ECGO), l'Espace Citoyen de Docherie (ECDO), le PCS Franck, l'ASBL Le Piment, la régie de quartier de Namur et Bouké TV.

Cette année, nos ateliers se sont inscrits dans la continuité des précédents. Ils ont ouvert des espaces de débat, de création de contenus et des visites thématiques, en collaboration avec l'Espace Citoyen de Gosselies (ECGO), l'Espace Citoyen de Docherie (ECDO), le PCS Franck, l'ASBL le Piment, la régie de quartier de Namur et Bouké TV. Nous revenons ci-dessous sur ces différentes dimensions.

- Proposer des espaces de débats

Les ateliers ont constitué avant tout des espaces de discussion à partir des usages médiatiques des participant·es. Avec le PCS Franck à Saint-Gilles, les échanges ont porté sur des thématiques variées : le traitement médiatique de l'actualité, la montée de l'extrême droite, les conditions de travail des journalistes, ou encore l'impact des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle. Ces discussions ont également permis d'aborder des sujets sensibles comme le complotisme, la désinformation ou encore l'anxiété générée par l'actualité.

Dans les différents groupes, notamment à la régie de quartier de Namur ou à l'ASBL Le Piment, une attention particulière a été portée à la compréhension des mécanismes de fabrication de l'information, à la distinction entre faits et opinions, ainsi qu'à l'identification des biais médiatiques. Ces espaces ont favorisé l'expression libre et la confrontation des points de vue, tout en mettant en évidence la persistance de certaines résistances face à des sujets complexes ou clivants.

---

- Proposer des espaces de création de contenus

La création de contenus a constitué un axe central des animations. À l'Espace Citoyen de Gosselies (ECGO) et à l'Espace Citoyen de Docherie (ECDO), les participant·es se sont investis dans la réalisation de médias participatifs tels qu'un journal de quartier et un blog. Ces projets leur ont permis de s'approprier les codes journalistiques : choix des sujets, rédaction, mise en page, réflexion sur le public cible.

À la régie de quartier de Namur, en partenariat avec Bouké TV, les participant·es ont expérimenté la production audiovisuelle à travers la réalisation d'un faux reportage visant à sensibiliser aux fake news. Ce travail a illustré concrètement la facilité avec laquelle une information peut être construite et manipulée.

---

- Proposer des visites thématiques

Les visites et rencontres ont constitué un levier important pour rendre concrets les apprentissages. Plusieurs groupes, notamment celui du Piment et de la régie de quartier, ont eu l'occasion de visiter les studios de Bouké TV ou de la RTBF et d'échanger avec des journalistes.

Ces visites ont pour objectifs de faire découvrir les coulisses de la production de l'information, les contraintes du métier et les choix éditoriaux. Elles ont également favorisé une réflexion sur la place des médias locaux et indépendants, ainsi que sur les alternatives aux médias dominants.

Cette année a été marquée par une approche à la fois critique, participative et ancrée dans les réalités des publics. Les ateliers ont permis d'aborder des enjeux majeurs tels que la désinformation, les usages numériques, le rôle des médias dans la démocratie ou encore la place des citoyen·nes comme acteurs et actrices de l'information. À travers les débats, la création et les rencontres, ils ont contribué à renforcer l'esprit critique, l'expression citoyenne et la compréhension des médias dans toute leur complexité.

### 3.1.2. Cultures, Violences & Institutions

Cette année, la thématique a décliné son action en deux volets, d’une part les animations de terrain et d’autre part le développement du projet Violences Institutionnelles.

Le tableau ci-dessous présente les activités que nous valorisons cette année.

	Activité/Partenaire	Total	Activités large public
Activité n°1	Le Gaffi	50	0
Activité n°2	CPAS de Namur	60	0
Activité n°3	Journée du 15 avril	0	1

Les activités sont présentées ci-dessous de manière globale afin d’introduire les différentes thématiques. Les informations détaillées figurent dans le tableau des activités de l’axe 1 et sont référencées dans l’ordre de leur présentation (activité n°1, 2, 3).

- Le projet Violences Institutionnelles

En 2025, le projet Violences Institutionnelles (VI) a poursuivi son travail engagé sur le sans-chez-soirisme, thématique amorcée en 2024 avec les « Midis des VI » (voir rapport 2024). Ce projet de long terme vise à développer une expertise approfondie, construire un plaidoyer et créer un réseau fiable autour des questions de violences institutionnelles.

Chaque année, le projet concentre ses actions sur un secteur spécifique. L’objectif de la notion de « secteur » est de permettre à l’ensemble des personnes qui y évoluent ou y sont impliquées (travailleurs et travailleuses, bénéficiaires) d’échanger sur les systèmes qui produisent des violences.

En 2025, l’attention s’est portée sur le sans-abrisme et le sans-chez-soirisme, choix motivé par les préoccupations qui avaient émergé lors d’ateliers d’Éducation permanente : mal-logement, vie dans la rue et fonctionnement des centres d’accueil.

Le travail préparatoire a commencé en 2024 avec l’organisation de deux rencontres, les « Midis des Violences Institutionnelles », rassemblant travailleurs et travailleuses de terrain ainsi que des experts et expertes du secteur et des personnes ayant un parcours de rue et pour certain·es de pair-aidance aujourd’hui. Ces échanges ont permis de cerner les problématiques clés et de poser les bases d’une réflexion approfondie qui s’est poursuivie en 2025, en structurant les actions et les productions, de l’année.

Ce projet s'est concrétisé par l'organisation d'une journée dédiée à une réflexion autour de l'idée de faire alliance dans le secteur, mais aussi avec les agent·es hors secteur (ex. sans-papiers). Par ailleurs, et au regard du nombre de personnes présentes, cette journée aura aussi permis la construction d'alliances dans le secteur, réunissant un public varié : personnes concernées par le vécu du sans-chez-soi, chercheur·ses, ainsi que travailleurs et travailleuses de terrain. Les échanges lors de cette journée ont permis de décliner le projet en plusieurs volets : deux analyses approfondies portant sur les programmes et discours politiques, ainsi que sur la question de l'adresse de référence, et la création du podcast « Sous contrôle ». Ces éléments sont développés dans la partie « Reconnaissance en axe 3 ». Les enseignements tirés de ce travail ont alimenté et enrichi notre grille d'analyse des violences institutionnelles, renforçant ainsi la compréhension des dynamiques structurelles et des pratiques à transformer dans le secteur.

---

- Une journée dédiée au “faire alliance”

Le 15 avril 2025, une journée de réflexion et d'échanges a réuni différents acteurs et actrices du secteur autour de la question du sans-chez-soirisme, des violences institutionnelles et de la notion d'alliance. La matinée a permis d'explorer cette notion sous un angle théorique et critique, en interrogeant ses limites, ses conditions de mise en œuvre et ses effets potentiels.

L'alliance a été présentée comme une piste pour faire face aux violences institutionnelles, tout en soulignant qu'elle peut aussi, si elle est mal pensée, reproduire certaines formes de domination. Elle suppose une relation réciproque, impliquant de reconnaître sa propre position, ses limites et les rapports de pouvoir en jeu. Plusieurs interventions basées sur des expériences de terrain ont insisté sur la nécessité de créer des espaces sécurisés de parole, attentifs aux inégalités d'expression et aux savoirs expérientiels, afin de construire des dynamiques réellement inclusives. La question de l'individualisation des accompagnements a également été discutée, mettant en lumière les tensions entre approches individuelles et collectives, ainsi que les effets d'exclusion produits par certaines logiques institutionnelles.

Les interventions ont également mis en évidence le caractère systémique des violences, qui se déploient à différents niveaux : sociétal, interinstitutionnel, institutionnel et interpersonnel. Elles affectent à la fois les personnes concernées et les travailleur·euses, souvent confrontés à un manque de moyens, à une surcharge de travail et à un sentiment d'impuissance. Ces violences se traduisent notamment par des difficultés d'accès aux droits, des logiques de contrôle, des pratiques stigmatisantes ou encore un manque de coordination entre les services.

L'après-midi a été consacrée à des tables rondes centrées sur les pratiques de terrain. Les échanges ont souligné l'importance de la relation entre travailleurs, travailleuses et bénéficiaires, ainsi que les défis liés au manque de ressources, à la gestion des situations

complexes et à la nécessité de maintenir une communication de qualité. Plusieurs témoignages ont illustré la violence du système, tant pour les usager·ères que pour les professionnel·les, tout en mettant en avant les stratégies d'adaptation et de création de solutions au quotidien.

La question de l'alliance a été approfondie à un niveau plus macro. Si elle apparaît comme nécessaire face à l'augmentation du sans-chez-soirisme, sa mise en œuvre reste limitée par des logiques de concurrence entre institutions, notamment liées aux modes de financement par appels à projets. Les échanges ont mis en évidence des tensions entre coopération et compétition, ainsi que des interrogations sur les partenaires légitimes de ces alliances, notamment vis-à-vis des acteurs institutionnels ou répressifs.

Enfin, la journée a permis de souligner l'importance de renforcer les dynamiques collectives, de mieux articuler les niveaux d'intervention et de soutenir les travailleurs dans leurs pratiques. L'alliance apparaît ainsi comme un processus exigeant, nécessitant du temps, des moyens, une reconnaissance des rapports de pouvoir et une volonté de transformation des pratiques et des structures. Elle ne peut être effective qu'à condition de s'inscrire dans une approche globale, attentive aux réalités vécues et aux inégalités structurelles.

Les échanges de cette journée ont été enregistrés et ont servi de base pour le podcast.

---

- Conclusion sur le projet *Violences Institutionnelles*

Cette année a mis en évidence que les situations de sans-chez-soi ne peuvent se comprendre uniquement à travers les expériences individuelles : elles s'inscrivent dans un système complexe et inégalitaire. Les rapports de pouvoir sont omniprésents dans la relation d'aide, marquée par une forte asymétrie entre travailleur·euses sociaux et bénéficiaires, souvent présentée comme réciproque alors qu'elle ne l'est pas. Cette invisibilisation produit des violences symboliques et institutionnelles, telles que stigmatisation, déshumanisation et discriminations.

Ces violences sont également systémiques et structurelles, liées aux politiques publiques, à la logique de contrôle et au sous-financement des dispositifs d'accueil. Le système oscille entre urgence humanitaire et contrôle social, sans s'attaquer aux causes profondes du sans-chez-soi. L'organisation institutionnelle renforce ces tensions : manque de coordination, mise en concurrence des structures et effets favorisant les publics dits "les plus faciles".

Les logiques d'accompagnement elles-mêmes sont ambivalentes. L'individualisation des parcours et l'injonction à l'autonomie, souvent définie par les institutions, peuvent produire de l'exclusion et accentuer les inégalités malgré les intentions d'aide. Face à ces contraintes, bénéficiaires et travailleurs et travailleuses développent des stratégies d'adaptation comme la création d'espace de parole, le désengagement ou la recherche d'alliances. Bien que ces dernières restent difficiles à construire.

Enfin, le sans-chez-soi s'inscrit dans des enjeux politiques et sociétaux plus larges. La tension centrale identifiée est que le travail social cherche à aider et émanciper, mais fonctionne dans un système qui génère lui-même des inégalités et des violences. Cette année souligne donc la nécessité de repenser les pratiques pour favoriser des alliances plus égalitaires et respectueuses.

---

- Les animations avec des partenaires

Dans le cadre de nos animations, nous continuons à créer des lieux où chacun et chacune puisse prendre sa place, ici et dans la société, et devenir un vecteur de propositions fortes pour transformer le collectif.

Cette année, dans la thématique, nous avons continué les animations avec le GAFFI, mais nous avons également mené des animations avec le CPAS de Namur.

---

- La poursuite du partenariat avec le Gaffi

Cette année, deux cycles d'animations ont été menés avec le Gaffi (janvier-juin et septembre-décembre), centrés sur les rapports de genre, le patriarcat et les normes sociales pesant sur les femmes. À partir des vécus des participantes, les échanges ont progressivement permis une analyse critique des inégalités (couple, maternité, corps, santé, travail, éducation) et des mécanismes sociaux, culturels et politiques qui les produisent.

Les discussions ont abordé des notions telles que le consentement, la capacité à dire non et les rapports de pouvoir. La deuxième partie de l'année au vu de l'actualité politique a accordé une attention particulière aux enjeux sociaux et politiques du quotidien (précarité, logement, racisme, droits sociaux). C'est dans ce contexte que le groupe a décidé de participer à la manifestation nationale du 14 octobre 2025.

Le travail autour du consentement a été approfondi à la demande du groupe et poursuivra en 2026, notamment à travers un projet de kamishibaï que les participantes souhaitent diffuser largement (écoles, bibliothèques, centres Fedasil), y compris en plusieurs langues.

---

- Le CPAS de Namur

L'un des deux groupes avec qui nous avons collaboré avec le CPAS de Namur, a souhaité approfondir des sujets en lien avec la thématique Cultures, Violences & Institution et l'autre avec la thématique Sociétés & Environnement.

À partir de leurs réalités quotidiennes, les participant·es ont progressivement construit une analyse critique des structures sociales, économiques et écologiques en Belgique. Les échanges ont évolué de préoccupations concrètes (budget, logement, énergie) vers des réflexions sur les rapports de pouvoir, l'environnement et la citoyenneté.

En 2025, plusieurs sujets ont été identifiés :

- compréhension du système belge (institutions, administration), mis en perspective avec les pays d'origine ;
- précarité et conditions de vie, notamment autour du budget, des factures et du non-recours aux droits ;
- sensibilisation à l'environnement et à l'importance des espaces publics à travers des activités culturelles.

Le travail s'est appuyé sur des outils participatifs (photolangage, brainstormings) et des rencontres avec des intervenant·es extérieurs (SIEP, cellule énergie), favorisant une meilleure compréhension des droits sociaux et des institutions.

Les sorties culturelles et l'accès aux droits (Article 27) ont été particulièrement appréciés. En 2026, le projet renforcera les activités en extérieur ainsi que les compétences en lecture et écriture afin de soutenir l'autonomie des participant·es.

En conclusion, ces actions ont permis de créer des espaces d'expression et de reconnaissance, renforçant la compréhension du quotidien et l'exercice d'une citoyenneté plus consciente.

---

### 3.1.3. Lieux de vie & Espace public

En 2025, la thématique s'est déployée à travers sept projets combinant activités régulières et actions grand public. Cinq d'entre eux relevaient de la dynamique de quartier, tandis que deux s'inscrivaient dans une logique de transition liée aux changements de vie.

Les activités liées à la dynamique de quartier s'inscrivent dans une approche de l'espace public comme un lieu pouvant être occupé, utilisé et influencé par les habitant·es. Les activités liées à la transition renvoient, quant à elles, à la capacité de s'adapter, de se réinventer et de se reconstruire lors de périodes de changement.

Le tableau ci-après présente les activités que nous valorisons cette année.

	Activité/Partenaire	Total	Activités large public
Activité n°1	Lien social et transition dans la ville avec Ose Aller	57	3
Activité n° 2	En route ensemble avec Trait d'Union	22,5	0
Activité n° 3	Basse-Enhaive en balade avec la ville de Namur et la maison de quartier de Jambes	54	1
Activité n°4	Logement post-carcéral avec la maison de transition d'Enghien	38,5	0
Activité n°5	Vers une sérénité en ville avec Énéo	18,5	2
Activité n°6	Rencontres intergénérationnelles avec la maison de repos d'Harscamp	20,5	0
Activité n°7	Au Palatin, une nouvelle vie commence avec l'ASBL le Palatin	17,5	0
<b>TOTAL</b>		<b>190</b>	<b>5</b>

Les activités sont présentées ci-dessous de manière globale afin d'introduire les différentes thématiques. Les informations détaillées figurent dans le tableau des activités de l'axe 1 et sont référencées dans l'ordre de leur présentation (activité n°1, 2, 3, etc.).

- Axe Dynamique de quartier
  - **Projet « Lien social et transition dans la ville » - Maison Ouverte Ose Aller**

À travers un cycle d'ateliers participatifs, principalement suivis par des femmes en recherche de lien social, les participantes ont exploré les dimensions écologique, sociale et personnelle de la transition en partant de leur vécu. À travers l'atelier « Un nouveau regard sur ma ville », les participantes ont développé une réflexion collective sur leur environnement et la transition locale, aboutissant à la coconstruction du cycle « Wavre vibre et revit ».

Ce processus a conduit à la mise en place d'actions concrètes, notamment l'organisation de ciné-débats autour du film *En quête de sens*, entièrement portés par le groupe. Ces activités ont favorisé l'expression, le partage d'expériences et l'émergence de

besoins communs tels que le lien social, le sens au quotidien et l'engagement à l'échelle locale. Des ateliers d'écriture et des activités participatives ont également permis de renforcer la confiance en soi, la prise de parole et la cohésion du groupe.

Les activités grand public, comme les ciné-partages et un stand interactif lors des portes ouvertes, ont contribué à élargir la réflexion et à sensibiliser un public plus large aux enjeux citoyens de manière accessible et conviviale.

Le projet a mis en évidence certains défis comme la difficulté de la mobilisation durable et le sentiment de légitimité. Enfin, il ouvre des perspectives avec la création envisagée d'un café citoyen itinérant, prolongeant cette dynamique collective et locale.

---

- « En route ensemble » avec Trait d'Union

Le projet « En route ensemble » s'inscrit dans une dynamique de mobilité solidaire, d'inclusion sociale et d'autonomie des aînés. Le groupe, composé principalement de femmes retraitées, est parti d'un constat partagé : les difficultés de déplacement à Wavre, en particulier pour les personnes âgées ou isolées, et la nécessité de trouver ensemble des solutions.

Les premières rencontres ont permis de créer le collectif, baptisé « Trait d'Union – En route ensemble ». Rapidement, la question de la mobilité à Wavre s'est imposée comme fil conducteur.

À partir de l'idée de créer une navette sociale, le groupe a construit une série d'ateliers qui ont permis la recherche d'informations, des rencontres avec les comités de quartier et échanges avec l'échevin à la mobilité. Ces étapes ont mené à la coconstruction d'un questionnaire d'enquête sur les besoins de déplacement des habitantes et habitants.

Au fil des ateliers, les participantes ont également exploré d'autres enjeux liés à la vie sociale et à la citoyenneté. Elles ont pu aborder la solitude, la fracture numérique, la perte de repères, mais aussi la force du collectif et la solidarité entre générations. L'évaluation réalisée en fin d'année a permis de retracer les apprentissages et de valoriser le chemin parcouru : compréhension du fonctionnement communal, découverte du travail collectif et sentiment d'utilité retrouvée.

En 2026, le groupe souhaite poursuivre sa démarche autour de la place des seniors dans la ville, de la fracture numérique et de la culture de proximité.

---

- Projet « Basse-Enhaive s'élance et se réinvente » (BEER)

Le partenariat entre Citoyenneté et Participation et la maison de quartier de Basse-Enhaive s'est poursuivi. Après le travail de recommandations mené autour du pont du Luxembourg, les habitants et habitantes ont souhaité aller plus loin en valorisant leur environnement et leur histoire. De cette volonté est née l'initiative « Basse-Enhaive en balade », une balade-découverte de 3,8 km jalonnée de neuf points d'intérêt, mettant en lumière le patrimoine naturel, historique et humain du quartier.

À travers des ateliers participatifs, le groupe a rédigé les textes, sélectionné les photographies et conçu les pupitres didactiques. Le processus collectif s'est organisé en plusieurs étapes : repérage et sélection des points d'intérêt, marches exploratoires, création des panneaux thématiques et coordination avec les autorités locales. Des ateliers sur des thèmes précis ont été organisés par le groupe (histoire, nature, photographie) afin de créer le contenu des panneaux. Ces ateliers ont compris la collaboration avec Natagora, la rencontre d'historiens, la création d'un logo et d'une identité visuelle. De plus, les premiers pupitres ont été présentés lors de la fête de quartier

2026 devrait voir l'aboutissement de ce projet avec l'installation des pupitres dans l'espace public.

---

- **Vers une sérénité en ville**

Le partenariat entre Citoyenneté & Participation et le mouvement Enéo s'est poursuivi en 2025 dans la continuité du travail des réflexions menées les années précédentes. Après la réappropriation de la Place de la Confluence à Namur, le groupe d'aînés a souhaité approfondir la question de la sécurité et du sentiment d'insécurité dans un environnement urbain en pleine mutation. L'objectif était de comprendre ce qui, dans la ville, génère le sentiment d'insécurité, et de distinguer les peurs réelles des ressentis afin d'adopter une posture plus confiante et sereine dans l'espace public.

Le projet s'est construit autour d'une démarche participative et réflexive. Les participants et participantes ont cherché à objectiver leurs émotions, à déconstruire les préjugés, et à renforcer la confiance en soi comme facteur de bien-être collectif.

Le processus s'est articulé autour d'un cycle de conférences et d'ateliers. Un cycle de conférences intitulées « Vers une sérénité en ville » a débuté fin 2024 et a continué début 2025. En janvier a eu lieu la dernière rencontre de ce cycle. Animée par le philosophe Jean-Michel Longneaux, elle a rassemblé une cinquantaine de personnes et a permis d'identifier des pistes d'action concrète : cultiver la bienveillance dans l'espace public, améliorer l'éclairage, lutter contre la précarité et encourager une communication positive entre citoyens. À la suite de cette série de conférences, le groupe a souhaité partager leur contenu à un public encore plus vaste. La suite de l'année a donc été dédiée à la rédaction et à la diffusion d'un guide citoyen reprenant le contenu des conférences.

---

- **Rencontres intergénérationnelles avec la maison de repos d'Harscamp**

Le projet InterG – Balances s'inscrit dans la continuité du partenariat entre la Maison de Repos d'Harscamp, la régie de quartier, la maison de quartier, la maison des jeunes. Depuis 2024, il vise à encourager la rencontre entre générations et la participation citoyenne, dans une démarche d'éducation permanente fondée sur la solidarité, la mixité sociale et l'appropriation de l'espace public.

Tout au long de l'année, les partenaires et les participant·es – enfants, jeunes, adultes et aînés – ont coconstruit une série d'activités collectives : ateliers de bricolage et de découverte d'outils, balades exploratoires, jeux intergénérationnels et ateliers d'expression sur les âges et les parcours de vie. La préparation d'un outil pédagogique commun pour la fête de quartier a constitué un moment fort, où chacun a pu apprendre, transmettre et renforcer les liens entre habitant·es. Ces temps de rencontre ont permis de consolider le travail en réseau entre les structures et d'ancrer la coopération dans la vie du quartier.

L'année a été marquée par la création d'un dossier de recommandations pour une mobilité inclusive dans le quartier des Balances. Réalisé à partir des constats des balades en chaises roulantes, ce document collectif met en évidence les obstacles rencontrés par les personnes à mobilité réduite et propose des pistes d'actions concrètes adressées à la ville de Namur : entretien des trottoirs, réaménagement des espaces publics, meilleure gestion des déchets et sensibilisation du public. Ce travail a transformé une expérience vécue sur le terrain en démarche citoyenne et politique, donnant au projet une dimension d'action locale concrète.

Nommé au prix "Génération Solidaires" de la Fondation Roi Baudouin et de *Vers l'Avenir*, le projet a gagné en visibilité et en légitimité. Aujourd'hui, InterG – Balances constitue un véritable levier de cohésion sociale.

---

- Axe Transition

---

- Logement post-carcéral

Le projet « Le logement post-carcéral comme outil de réinsertion », mené à la Maison de Transition d'Enghien, vise à préparer les résidents en fin de peine à l'accès au logement dans le cadre de leur libération conditionnelle. À travers un cycle d'ateliers, les participants ont pu identifier les principaux obstacles rencontrés : précarité financière, dettes, discriminations, complexité administrative et méconnaissance des dispositifs existants.

Sur cette base, les ateliers ont apporté des informations concrètes sur les différentes possibilités de logement (logement social, AIS, marché privé, hébergement d'urgence) et sur les démarches à entreprendre. Une attention particulière a été accordée à la constitution des dossiers de candidature, permettant à plusieurs résidents d'introduire effectivement des demandes. L'objectif était de dépasser une aide ponctuelle aux détenus, limitée au simple remplissage de demandes, pour faire de ce travail une opportunité de créer un guide destiné aux futurs résidents de la maison de transition, afin de faciliter leurs recherches de logement.

Le projet a par ailleurs renforcé la compréhension du cadre légal de la location en Wallonie (droits et obligations, bail, garantie locative), tout en favorisant les échanges avec des acteurs du secteur du logement et du Tribunal de l'Application des Peines, pour qui la stabilité résidentielle constitue un élément central dans l'examen des demandes de libération conditionnelle.

Ces ateliers ont permis de mieux structurer les démarches liées à la recherche de logement et de clarifier les ressources mobilisables. Ils ont également contribué à renforcer les liens avec les acteurs du secteur et à inscrire la question du logement post-carcéral dans une approche plus coordonnée.

---

- **Projet « Le Palatin - Une nouvelle vie commence »**

Le partenariat entre Citoyenneté & Participation et la Résidence Le Palatin (ACIS) à Franière s'est poursuivi autour d'une question sensible : comment vivre la transition entre le domicile et la maison de repos ? Le projet vise à accompagner les résidents et résidentes dans ce passage souvent vécu comme un déracinement, tout en valorisant leur expérience et leur parole.

Depuis mars 2025, un cycle d'ateliers a réuni les résidents et résidentes pour explorer les émotions liées à cette transition. De cette dynamique est née l'idée d'une exposition retraçant les parcours de vie et les émotions des résidents. L'exposition mettra en lumière le vécu des résident·es face à leur entrée en maison de repos, en abordant des thèmes tels que la perte de repères, le manque, le respect ou encore le besoin de sécurité. Elle vise à sensibiliser le public à cette transition souvent peu anticipée, tout en valorisant la parole et la place des personnes âgées dans la société. Elle est conçue de manière participative, à partir de fresques collectives réalisées en ateliers et de témoignages recueillis directement dans les chambres des résident·es. Ces supports visuels et narratifs offriront un regard à la fois intime et collectif sur leur expérience, permettant de rendre visibles des réalités souvent masquées. Cette exposition se déroulera en 2026.

---

### 3.1.4. Sociétés & Environnement

La thématique s'est déployée cette année à travers des animations menées avec les partenaires (CPAS de Hannut, d'Yvoir et de Namur, Espace 9), mais également autour de trois projets majeurs : une réflexion sur la sécurité sociale de l'alimentation, des actions de sensibilisation liées au « Black Friday », et une participation active au festival Namur Demain.

Le tableau ci-après présente les activités que nous valorisons cette année.

	Activité/Partenaire	Total	Activités large public
Activité n°1	GAPS du CPAS d'Yvoir	37,5	
Activité n° 2	GAPS du CPAS d'Hannut	27	
Activité n° 3	Animations autour de la Sécurité sociale de l'alimentation	15,5	3
Activité n°4	Groupe de réflexion et d'action pour la mise en place d'une caisse alimentaire commune à Namur	39	1
Activité n°5	CPAS de Namur	39	
Activité n°6	Espace 9	12	
Activité n°7	Conférence « Qui a volé notre blé ? »	/	1
Activité n°8	« Black Friday : et si on faisait les choses autrement ? »	/	1
<b>TOTAL</b>		<b>170</b>	<b>6</b>

Les activités sont présentées ci-dessous de manière globale afin d'introduire les différentes thématiques. Les informations détaillées figurent dans le tableau des activités de l'axe 1 et sont référencées dans l'ordre de leur présentation (activité n°1, 2, 3, etc.).

- Les animations avec les CPAS d'Yvoir, d'Hannut et de Namur

Les animations menées dans le cadre de la thématique poursuivent un même objectif : permettre une compréhension collective des liens entre nos modes de consommation, les logiques de production et leurs impacts sociaux, économiques et environnementaux.

Elles visent à :

- questionner les liens entre consommation, production, environnement et climat ;
- analyser les modèles de consommation, qu'ils soient durables ou non ;
- réfléchir à des alternatives collectives et solidaires, notamment dans une perspective d'autonomie financière et d'émancipation sociale.

Ces démarches accordent une attention particulière à l'articulation entre les réalités vécues au quotidien (budget, alimentation, énergie, accès à l'eau) et la compréhension des mécanismes globaux du système productiviste, générateur d'inégalités et de précarité.

Les ateliers offrent ainsi un espace collectif de réflexion et d'action, où les expériences concrètes – comme apprendre à mieux manger avec un petit budget, réduire sa facture énergétique ou adopter des pratiques plus sobres – deviennent des points d'entrée pour comprendre les enjeux structurels et envisager des pistes de transformation sociale.

---

- Le CPAS d'Yvoir

Le partenariat avec le CPAS d'Yvoir a été amorcé en 2022. Le groupe a poursuivi sa réflexion autour de la consommation, de la solidarité et de la justice sociale.

Les thèmes ont été choisis collectivement et traités à travers des approches variées :

- Engagement citoyen local, à travers l'outil "Les saisons de l'engagement", permettant d'explorer différentes formes d'action et de participation ;
- Alimentation durable, avec la visite d'une ferme locale, un atelier sur le commerce équitable à partir du jeu Ékichoc, et une animation sur la désinformation alimentaire et les "fake news" nutritionnelles ;
- Découverte des alternatives économiques et écologiques aux cosmétiques et produits d'entretien industriels ;
- Rencontre avec une entreprise artisanale locale, productrice de savon noir, pour comprendre les enjeux économiques d'une production durable ;
- Finance éthique et solidarité économique, avec l'intervention de Financité, pour réfléchir au rôle des banques, à la numérisation de l'argent et aux alternatives solidaires ;
- Accès à la santé et aux droits sociaux, avec une intervenante d'une mutuelle, permettant d'échanger sur les inégalités d'accès aux soins et les moyens de défense collective.

Les participant·es ont apprécié la diversité des approches – débats, jeux, visites, expérimentations – et la possibilité d'apprendre ensemble à partir de situations concrètes.

Dans la thématique, l'approche centrée sur les gestes individuels liés aux pratiques dites écologiques a été interrogée de manière récurrente. Cette entrée a toutefois constitué un point d'appui ayant permis, après quatre années de travail, de faire émerger en 2025 une évolution des attentes du groupe, marquée par une volonté de politiser davantage les échanges et de développer des compréhensions plus systémiques des problématiques sociétales. Cette porte d'entrée par les gestes individuels a été mobilisée afin de répondre aux besoins et aux demandes du public, tout en étant systématiquement ouverte à d'autres dimensions d'analyse. Aborder l'alimentation par des astuces pratiques ou décrypter des étiquettes, a ainsi permis de prendre de la hauteur et d'enrichir une réflexion plus systémique sur le fonctionnement de notre système alimentaire.

---

- Le CPAS de Hannut

Partenaire de longue date, le CPAS de Hannut a poursuivi ses ateliers en 2025. Les participant·es ont choisi ensemble les thèmes abordés :

- produits ménagers naturels ;
- découverte des huiles essentielles avec une aromathérapeute ;
- qualité et prix des produits alimentaires ;
- courses en vrac et alimentation de saison ;
- gestion du budget et cuisine économique.

Une demande marquée pour des thématiques déjà abordées précédemment – notamment les produits ménagers et l'alimentation – est à nouveau observée cette année. Cette récurrence s'explique par l'impact direct de ces sujets sur le quotidien des participant·es. Les produits ménagers constituent en effet un levier d'action immédiat sur le budget, et la réappropriation de ces savoirs s'inscrit comme une véritable stratégie d'optimisation financière. Par ailleurs, la thématique de l'alimentation reste centrale, les injonctions dans ce domaine pouvant être particulièrement fortes et difficiles à suivre pour des personnes confrontées à diverses contraintes limitant leur mise en pratique.

La dynamique de groupe s'est caractérisée par une auto-organisation progressive et une complémentarité des rôles, une répartition fluide s'étant installée au sein du collectif. La gestion de la prise de notes ainsi que le partage des savoirs expérimentiels ont favorisé une réelle horizontalité dans les échanges. Une volonté d'essaimage et de solidarité s'est également affirmée, les participant·es ayant exprimé le souhait de partager le contenu de leurs réflexions. Cet engagement s'est concrétisé par la conception de brochures et de fiches synthétiques destinées à une diffusion large au sein du CPAS, dans une logique de mutualisation des apprentissages et de soutien à d'autres usagers.

Le projet a néanmoins traversé une phase de remise en question méthodologique. L'interpellation des méthodes de travail est une composante attendue d'une démarche critique en éducation permanente, mais la forme prise par certains échanges a parfois manqué de la bienveillance nécessaire à un débat constructif. Face à des interactions ponctuellement perçues comme irrespectueuses, un travail de médiation a été nécessaire afin de restaurer le cadre du groupe. Celui-ci a permis de réaffirmer un espace de sécurité et de rappeler que l'expression des désaccords doit s'inscrire dans une éthique de respect mutuel. Cette étape a également conduit à interroger collectivement les modalités du « faire groupe » malgré la diversité des points de vue.

Pour la suite, des ajustements sont envisagés, notamment une réduction du nombre d'ateliers et une adaptation des méthodes, afin de mieux répondre aux attentes et de renforcer l'implication des participant·es.

---

- Le CPAS de Namur

Le deuxième groupe a abordé la notion d'environnement au travers des sujets suivants :

- Définir son environnement à travers l'outil de la fleur de l'identité, où chacun·e a partagé sa perception du milieu dans lequel il ou elle vit ;
- Créer une fresque collective reliant les thèmes de la nature, de la société, du logement, des transports, de la santé et des ressources ;
- Observer le territoire lors d'une sortie à la Citadelle de Namur, pour relier la théorie à la réalité concrète du lieu ;
- Coconstruire la suite du projet, en définissant ensemble les futurs sujets à traiter (mobilité, gestion des déchets, santé environnementale).

Les participant·es des deux groupes ont apprécié l'approche participative et les méthodes variées (outils visuels, échanges, création collective). Ces ateliers ont permis d'aborder des questions complexes de manière concrète et accessible, en reliant les enjeux globaux (climat, pollution, ressources) à leur vécu quotidien.

Le projet a aussi permis de créer un espace d'expression bienveillant, où chacun·e peut partager ses représentations, ses inquiétudes et ses idées pour agir à son échelle. Cette année a ainsi posé les bases d'un nouveau cycle d'ateliers pour 2026, centré sur la prise d'initiative et l'action locale.

---

- L'Espace 9

2025 a marqué le début d'un nouveau partenariat avec l'Espace 9 de Gembloux. Quatre ateliers ont permis de découvrir les liens entre société et environnement à partir du quotidien des participant·es :

- l'eau du robinet vs l'eau en bouteille ;
- les produits d'hygiène et cosmétiques naturels ;
- les produits d'entretien écologiques ;
- l'alimentation et la santé.

Chaque séance associait observation, expérimentation et discussion critique. Les échanges ont favorisé l'émergence d'un groupe soudé et d'un climat de confiance, posant les bases d'un travail collectif durable. Les participant·es ont particulièrement apprécié la dimension concrète et accessible des animations, qui les ont amené·es à relier leurs pratiques personnelles aux enjeux environnementaux globaux. Malgré des retours positifs, les participant·es étaient plus en demande de formations pour la suite que d'activités

d'éducation permanente. Cette collaboration ne se poursuivra pas en 2026.

---

- La sécurité sociale de l'alimentation

En 2025, un projet de sécurité sociale de l'alimentation (SSA) a été lancé au cœur de l'axe « alimentation durable ». Ce projet s'articule autour de deux volets complémentaires : la diffusion de l'idée de la SSA en Fédération Wallonie-Bruxelles et le développement d'un projet pilote à Namur, présenté ci-dessous.

Trois activités grand public ont été organisées dans le cadre du premier volet consacré à la diffusion de l'idée (26/09,28/09 et 17/10), et une activité (03/10) dans le cadre du projet de développement d'une sécurité sociale de l'alimentation à Namur.

---

- Diffuser l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation

Un travail important de sensibilisation et de diffusion a été mené autour du concept de sécurité sociale de l'alimentation (SSA) du fait de notre participation (depuis 2022) au CreaSSA, le collectif de réflexion et d'action sur la SSA. Ce collectif, créé à l'initiative de FIAN Belgium, réunit des associations d'éducation permanente, des acteurs et actrices de l'alimentation durable, de la précarité, de la santé, des chercheurs, chercheuses, des citoyens et citoyennes engagés, etc. Le CreaSSA revendique et vise à garantir le droit à l'alimentation, à savoir un accès régulier, permanent et non restrictif à une alimentation quantitativement, qualitativement et culturellement adéquate et suffisante pour toutes et tous.

Faisant partie du groupe de travail d'éducation permanente, nous avons été amenés à réaliser différentes animations dans le but de faire découvrir la SSA au grand public.

Pour cela, plusieurs animations ont été organisées afin de diffuser l'idée de la SSA et d'en débattre avec de publics variés.

- 22 avril : "Une alimentation de qualité pour toutes et tous" (deux séances) : découverte du principe de SSA, échanges autour du droit à l'alimentation, de la solidarité et du financement collectif auprès d'étudiants en filière de la santé à l'Université de Liège<sup>26</sup>
- 26 septembre : dans le cadre d'une journée organisée par Canopea au sein du Festival Namur Demain consacrée aux liens entre alimentation durable et santé. Un atelier « world café » coanimé avec CIEP Namur et FIAN Belgium, rassemblant un public varié (citoyen·ne·s, professionnel·le·s de la santé et du secteur associatif), visait à mieux comprendre le projet de SSA et à imaginer concrètement ce qu'un tel projet pourrait devenir.
- 28 septembre : "Le jeu de la marmite" : atelier ludique au sein du "Focus Nourrir" du Festival Namur Demain, permettant de comprendre les inégalités d'accès à une alimentation de qualité et de déconstruire la notion de libre choix alimentaire. Le jeu, issu d'un collectif français, plonge les participant·es dans des situations contrastées selon les revenus et les conditions de vie, suscitant des discussions sur les inégalités, la justice alimentaire et la démocratie dans le système alimentaire.

- 17 octobre : tenue d'un stand à la foire pour l'Agir sur le droit à l'alimentation lors de la journée de lutte contre la pauvreté organisée par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) à Namur.

Ces moments ont permis de faire connaître la SSA au-delà du cercle militant, d'ouvrir des espaces de dialogue citoyen et de nourrir la réflexion sur les formes possibles d'une caisse alimentaire solidaire en Belgique.

En parallèle de la diffusion d'idées, nous avons travaillé avec d'autres partenaires (CIEP Namur, Île de Paix, Ceinture alimentaire namuroise, citoyen·nes engagé·es...) à la construction d'un projet pilote de "caisse alimentaire commune" à Namur, inspiré du modèle de la SSA.

Depuis février 2022, un petit groupe d'associations et de citoyen·nes s'est constitué autour de l'envie de tester concrètement une forme locale de sécurité sociale alimentaire. L'objectif est de coconstruire un dispositif citoyen où chacun·e contribue selon ses moyens et accède, en retour, à une alimentation choisie collectivement selon des critères de qualité, de durabilité et de justice sociale.

Les rencontres de 2025 ont permis de structurer ce projet :

- définition des lignes directrices et rédaction d'une note d'intention, identification des acteurs du territoire (maisons médicales, maisons de quartier, associations locales) pour constituer un comité citoyen mixte ;
- rencontres avec "Manger Demain" (stratégie wallonne d'alimentation durable) et la Ceinture alimentaire pour définir des partenariats, préciser les périmètres d'action et envisager des appuis financiers et logistiques ;
- organisation d'un événement public le 3 octobre 2025 dans le cadre du festival Namur Demain : "Et si on lançait une caisse alimentaire commune à Namur ?" – un débat citoyen réunissant une dizaine de personnes, ayant suscité un intérêt concret et plusieurs engagements à rejoindre la démarche.
- animation du 7 octobre 2025 dans le quartier Saint-Nicolas : échanges avec des habitant·es sur leurs habitudes alimentaires, les freins au "bien manger" et les inégalités d'accès à une alimentation de qualité. Cet atelier a permis de relier les expériences individuelles à une réflexion collective sur le droit à l'alimentation.

La SSA namuroise est donc pensée comme une expérience pilote visant à long terme à constituer une caisse commune gérée collectivement par les habitant·es, les associations et les producteur·rices locaux. Elle ouvre la voie à un modèle alternatif, inclusif et durable de l'alimentation, fondé sur la justice sociale et la participation citoyenne.

Ce projet favorise une lecture critique du système alimentaire et encourage l'expérimentation d'alternatives collectives. Il contribue également à replacer la question de l'alimentation dans une dimension citoyenne et politique. En plaçant les personnes au centre du processus, il vise à reconnaître le droit à une alimentation digne et à dépasser la seule logique d'aide alimentaire, afin d'en faire un enjeu de justice sociale et de transformation collective.

---

- **Namur Demain**

Dans le cadre du festival Namur Demain, un mois d'événements consacré aux enjeux de transition (énergie, mobilité, biodiversité, climat, etc.) est proposé à travers des ateliers pratiques, spectacles engagés, jeux collaboratifs, conférences et rencontres.

Nous nous sommes associés à cette initiative en développant un programme d'activités en partenariat avec plusieurs acteurs et actrices locales. Cet engagement s'inscrit dans une dynamique collective en faveur d'une alimentation plus juste et accessible, notamment à travers la coanimation d'ateliers sur la Sécurité sociale de l'alimentation, la participation au village associatif, l'animation du jeu « La Marmite » et l'organisation de conférences-débats.

Dans ce cadre, nous avons proposé quatre activités. Les trois premières ont été développées dans le paragraphe précédent sur la Sécurité sociale de l'alimentation.

- 26 septembre : coanimation d'un atelier sur la Sécurité sociale de l'alimentation avec Canopea.
- 28 septembre : participation au village associatif et animation du jeu « La Marmite », en collaboration avec la Ceinture alimentaire namuroise.
- 3 octobre : conférence « Sécurité sociale de l'alimentation : et si on lançait une caisse alimentaire commune à Namur ? ».
- 16 octobre : conférence-débat « Qui a volé notre blé ? Se réapproprier notre assiette ».

La conférence-débat intitulée « Qui a volé notre blé ? Se réapproprier notre assiette » a porté sur les enjeux de souveraineté alimentaire, de transition agroécologique et de résilience des filières céréalières.

La conférence a réuni trois intervenants aux profils complémentaires. Nicolas Dedoncker, professeur à l'Université de Namur (faculté de géographie), a apporté un éclairage académique sur la nécessité d'une transition agroécologique de l'agriculture locale. David Jacquemart, agriculteur à Saint-Gérard, a partagé son expérience de production de céréales issues de variétés anciennes non hybridées, transformées notamment en pain à la ferme. Enfin, Boris Fronteddu, chercheur au sein de Citoyenneté & Participation, a analysé la filière mondialisée du blé ainsi que les risques liés aux crises géopolitiques, économiques et climatiques.

---

- **Black Friday**

Le projet « Blague Friday » s'inscrit dans la continuité des réflexions menées depuis plusieurs années avec les groupes autour des enjeux de consommation, de ses dérives et des alternatives possibles, ainsi que des rencontres réalisées dans le cadre du musée du capitalisme. Une première édition avait été organisée en 2024 à La Casserole, poursuivie et amplifiée en 2025.

L'édition 2025 a été développée en partenariat avec de nombreuses organisations : CCN de Namur, AJILE, Jeunes & Citoyens, Repair Together, achACT, Namur sans pub, AFICo, Soralia, Les Amis de la Terre, Citoyenneté & Participation et le CNCN-11.11.11.

Dans ce cadre, plusieurs actions ont été menées. Une analyse intitulée « Black Friday : et après ? Petite balade à travers d'autres possibles » a été rédigée et valorisée dans l'axe 3. Un cycle d'arpentage a également été organisé, complété par trois soirées de lecture collective visant à explorer et déconstruire des ouvrages interrogeant le système productiviste et la notion de ralentissement. Ces rencontres ont porté sur *Le livre noir de la mode* d'Audrey Millet (9 octobre 2025), *Ralentir ou périr* de Timothée Parrique (6 novembre) et *Moins !* de Kohei Saito (20 novembre).

Une journée de mobilisation a également été organisée au CCN de Namur autour de la thématique : « Black Friday : et si on faisait les choses autrement ? ». Cette journée proposait un ensemble d'activités invitant à questionner les logiques consuméristes et à explorer d'autres manières de consommer, plus solidaires et durables. Le programme comprenait notamment un repair café textile, des ateliers créatifs et d'éducation critique aux médias et à la consommation, une exposition consacrée à la fast-fashion et au Black Friday, une scène slam avec P'tit Jules, ainsi que la diffusion du spectacle FAST, suivie d'un bord de scène. Le spectacle FAST propose une exploration des paradoxes liés à la fast-fashion à travers une approche mêlant humour, témoignages et travail documentaire. Il met en lumière les impacts socio-environnementaux de l'industrie textile tout en interrogeant les désirs et les pratiques de consommation dans les sociétés contemporaines.

---

### 3.2. Quels autres éléments significatifs ont pu avoir – éventuellement – un impact sur votre action ? Le cas échéant, présentez toute autre évolution significative de l'action réalisée dans cet axe

Pas d'élément significatif qui ne soit pas présenté dans la section précédente.

---

### 3.3. Quelles évolutions significatives avez-vous observées au niveau de vos publics ?

Plusieurs évolutions significatives peuvent être mises en évidence concernant les publics, même si certains éléments ont déjà été abordés précédemment.

Un premier changement important concerne la volonté de politisation. Au sein du public du CPAS d'Yvoir, par exemple, quatre années de travail ont permis un déplacement progressif : les demandes initialement centrées sur des gestes individuels évoluent vers une volonté de mieux comprendre les enjeux de manière systémique et de donner une portée plus politique aux échanges.

Une dynamique similaire apparaît dans le groupe du CPAS de Hannut, où l'on constate une progression vers davantage d'auto-organisation. Les rôles s'y répartissent de manière plus fluide et les savoirs expérientiels sont davantage partagés, favorisant des relations plus horizontales entre les participantes.

Le projet « Violences institutionnelles » illustre quant à lui une évolution vers la mixité des publics et la construction d'alliances. Il rassemble des profils variés – personnes concernées par le sans-chez-soi, chercheurs et travailleurs de terrain – autour d'une volonté commune de croiser les regards et de produire une analyse partagée.

Plus largement, les publics ne se limitent plus à une posture d'écoute. Ils s'impliquent de plus en plus dans des démarches de coconstruction (questionnaires, brochures, fiches synthétiques, guides, voire projets collectifs comme une caisse alimentaire commune). Cette évolution traduit un passage vers des formes plus actives de participation.

On constate également une valorisation croissante des savoirs expérientiels. Les participantes partent de leur vécu quotidien pour élargir progressivement leur analyse vers des enjeux structurels tels que les rapports de pouvoir, l'accès aux droits, le logement ou encore la justice alimentaire.

Enfin, la diversité des publics impliqués s'accroît : personnes accompagnées par des CPAS, habitant·es de quartier, seniors, jeunes, personnes sans chez-soi, travailleuses sociales ou chercheuses se rencontrent au sein de certains dispositifs.

La tendance générale qui se dégage est donc celle d'un passage de publics principalement usagers ou bénéficiaires d'activités vers des publics de plus en plus acteur·rices, désirant produire des analyses, de contribuer à des outils collectifs et de s'inscrire dans des dynamiques de transformation sociale. Cette évolution s'accompagne par ailleurs d'une demande accrue de reconnaissance, de légitimité et de participation effective aux décisions qui concernent leur quotidien.

Ces évolutions ne sont pas propres à l'année 2025, mais résultent d'années de collaboration, dont les effets se renforcent et deviennent de plus en plus visibles au fil du temps.

---

### 3.4. Y a-t-il une évolution dans la manière dont le critère territorial est rencontré ?

Pas de modification.

## 4. Reconnaissance en axe 3

### 4.1. Au cours de l'année civile sur laquelle porte le présent rapport d'activités

› Préciser pour les différents types de productions valorisés :

Cette année, nous avons produit 11 analyses et 6 études dans nos différentes thématiques d'action, comme illustrée dans le tableau suivant.

Thèmes	Titre	Productions valorisées	Points
Billets d'humeur	<i>Le virage controversé de Meta : Quand Zuckerberg s'aligne sur l'extrême droite</i>	Analyse	1
	<i>Devoir de vigilance : un pas en avant, trois en arrière...</i>	Analyse	1
	<i>Les ingénieurs imaginaires de l'Arizona</i>	Analyse	1
Violences Institutionnelles	<i>L'adresse de référence : est-elle un droit ?</i>	Analyse	1
	<i>État des lieux</i>	Analyse	1
	<i>Secteur du sans-chez-soirisme, sous contrôle ? (podcast)</i>	Outil culturel	3
Revue Tumult	<i>L'autorité en pleine transformation ?</i>	Analyse	1
	<i>L'autorité du discours austéritaire : cache-misère du renoncement politique ?</i>	Analyse	1
	<i>Éducation permanente ou conditionnement social ? Penser l'éducation permanente à travers ses potentielles dérives</i>	Analyse	1
	<i>Autorité des machines et entreprise de soi</i>	Analyse	1
	<i>Le potentiel autoritaire, un produit "normal" de nos sociétés</i>	Analyse	1

Revue Tumult	<i>Inceste : autorité et emprise</i>	Analyse	1
	<i>Ni Dieu, ni maître, ni patron, ni mari” : aux fondements de la pensée anarchiste</i>	Analyse	1
	<i>Répression du mouvement écologiste. Quand l'autorité publique bafoue le droit international</i>	Analyse	1
	<i>Squat, pratique de la désobéissance civile. Les ambiguïtés de sa récupération par l'autorité</i>	Analyse	1
Citoyenneté et Participation	<i>L'absence d'erreurs judiciaires en cours d'assises et le projet Bénéfice du Doute - Une plongée dans le système judiciaire</i>	Étude	5
Lieux de vie et Espace public	<i>Airbnb, une multinationale au-dessus des lois ?</i>	Étude	5
	<i>Stratégies et luttes face à l'Autorité : pratiques d'habitat</i>	Étude	5
Sociétés et Environnement	<i>Le blanc bleu belge - Symbole d'un modèle de production à bout de souffle</i>	Analyse	1
	<i>Black Friday : et après ? Petite balade à travers d'autres possibles</i>	Analyse	1
Cultures, Violences et Institutions	<i>Handicap et validisme</i>	Analyse	1
<b>TOTAL</b>			<b>35 POINTS</b>

#### 4.1.1. Décrivez l'évolution de vos réalisations par exemple : en termes de stratégie de production, diffusion, animation, thèmes choisis, etc. ?

Nous présentons ici dans un premier temps les thèmes abordés en 2025 et la stratégie de diffusion.

- Thèmes choisis

- Billets d'Humeur : des regards croisés sur notre monde

Cette année, nous avons diffusé des analyses sous des formats plus concis, en réponse à des actualités. Regroupées sous l'intitulé « Billets d'Humeur : des regards croisés sur notre monde », ces publications offrent une réflexion sur les enjeux sociétaux, économiques et environnementaux qui marquent notre temps. Trois billets d'humeur ont été publiés que nous présentons ci-dessous.

**Le virage controversé de Meta** explore les dérives idéologiques des grandes plateformes numériques, en particulier le repositionnement politique de Meta. À travers cette analyse, l'auteur interroge la responsabilité démocratique des géants du numérique et la manière dont leurs choix économiques influencent nos libertés et la qualité du débat public.

**Devoir de vigilance : un pas en avant, trois en arrière...** s'intéresse à la fragilisation de la directive européenne sur la responsabilité des entreprises en matière de droits humains et d'environnement. Ce texte souligne les tensions entre impératifs économiques et exigences éthiques, appelant à une vigilance citoyenne pour que la transition écologique et sociale ne soit pas sacrifiée sur l'autel de la croissance.

**Les ingénieurs imaginaires de l'Arizona** dénonce la réforme du chômage wallonne « Arizona », présentée comme technique, mais fondamentalement injuste. Derrière le discours d'efficacité et de rationalité, l'auteur met en lumière des choix politiques qui excluent les plus précaires et aggravent les inégalités. Le texte appelle à une vigilance citoyenne face à cette fausse neutralité technocratique.

Ensemble, ces trois textes portent regard critique sur les mutations contemporaines : un appel à la réinvention démocratique face aux défis de notre époque.

- Les violences institutionnelles dans le secteur du sans-abrisme/sans chez-soirisme

Dans la continuité du projet Violences Institutionnelles, nous avons poursuivi en 2025 notre réflexion autour du secteur du sans-chez-soirisme. Ce projet a donné lieu en avril 2025 à une journée de conférence-débat (ces éléments sont développés en détail dans la partie « Reconnaissance en axe 1 » et dans les tableaux détaillés de nos activités d'axe1). À la suite de cette journée, trois podcasts et deux analyses ont été produits.

Une première analyse intitulée *L'adresse de référence : est-elle un droit ?* est consacrée aux enjeux d'accès aux droits et de reconnaissance administrative des personnes sans domicile. Cette analyse met en lumière l'importance de l'adresse de référence comme dispositif permettant de conserver une existence administrative et d'accéder à des droits fondamentaux (allocations, soins de santé, etc.). Bien qu'elle constitue un outil essentiel pour lutter contre l'exclusion, son application reste complexe et inégale, en raison de procédures floues, de pratiques variables entre institutions et de difficultés de coordination entre communes et CPAS. L'analyse souligne ainsi une tension entre la reconnaissance de ce mécanisme comme un droit nécessaire et les obstacles concrets qui en limitent l'effectivité, révélant plus largement les limites structurelles des politiques sociales face au sans-chez-soirisme.

Une deuxième analyse intitulée *Sans-abrisme, précarité et logement : l'engagement des partis politiques francophones*, porte sur les propositions politiques des partis francophones sur le sans-abrisme, le logement et la précarité. Cette analyse regarde les propositions politiques des partis francophones sur le sans-abrisme, le logement et la précarité. Elle replace ces programmes dans le contexte actuel marqué par la suppression de l'apport fédéral au Plan Grand Froid et la réduction de subsides pour certains centres d'accueil, illustrant comment certaines décisions politiques peuvent accentuer les violences institutionnelles. Notre analyse vise une vue d'ensemble des priorités et mesures envisagées, permettant de comprendre l'impact concret des choix politiques sur la vie des personnes en situation de précarité.

#### › Secteur du sans-chez-soirisme, sous contrôle ? (podcast)

La série de trois épisodes *Sous contrôle* explore les violences institutionnelles et les dynamiques d'accompagnement dans le secteur du sans-chez-soirisme à Bruxelles, en mobilisant témoignages, retours d'expérience et analyses de terrain.

Le premier épisode, *Violences institutionnelles : de quoi parle-t-on ?* met en lumière les différentes formes de violences subies par les personnes sans-chez-soi – déshumanisation, exclusion, rigidité des règles et dysfonctionnements institutionnels – et souligne que ces violences touchent également les professionnels. Les initiatives existantes, telles que le Masterplan coordonné par Bruss-Help, sont également abordées, visant à prévenir le sans-chez-soi et à réformer les pratiques institutionnelles.

Le deuxième épisode, *Sociétaliser le débat : l'autonomie comme injonction*, interroge le rôle central de l'autonomie individuelle dans les politiques d'accompagnement. Si l'autonomie est valorisée comme clé de l'intégration sociale, elle est souvent imposée comme norme, créant des mécanismes d'exclusion et renforçant les inégalités. L'épisode souligne la nécessité de repenser ces politiques à partir de la reconstruction du lien social et de prendre en compte les dimensions collectives, structurelles et politiques de la pauvreté.

Le troisième épisode, *Alliances et bonnes pratiques : comment construire des pratiques respectueuses ?* donne la parole aux professionnels de terrain, à travers l'expérience de Clément Foissac (Samusocial). Il illustre la complexité du travail quotidien, où les

contraintes institutionnelles, le manque de ressources et la rigidité des normes créent des tensions et des violences. L'épisode insiste sur l'importance de la communication, de la transparence et de la coopération entre professionnels et usagers, ainsi que sur la lucidité face aux décisions institutionnelles et gouvernementales. La création de moments collectifs et l'alliance entre les différents acteurs et actrices apparaissent comme des leviers essentiels pour renforcer la confiance, réduire les violences et améliorer l'efficacité des interventions.

En résumé, la série met en avant une approche globale du sans-chez-soirisme : comprendre les violences structurelles, dépasser la focalisation sur l'autonomie individuelle et promouvoir des pratiques collaboratives, centrées sur les personnes et leurs besoins.

---

- *La revue Tumult*

La troisième édition de la revue *Tumult* explore la notion d'autorité et son actualité dans nos sociétés. Elle interroge comment l'autorité se rend acceptable aujourd'hui, en analysant ses transformations récentes tout en s'inscrivant dans sa continuité historique. Le choix de ce thème s'appuie sur des tendances préoccupantes au sein de la population, telles que la méfiance croissante envers les institutions et l'approbation d'un pouvoir centralisé ou autoritaire.

Les contributions de cette édition couvrent une diversité de perspectives :

La première analyse examine l'autorité des règles budgétaires européennes et des politiques d'austérité, questionnant comment ces mesures, présentées comme techniques et incontournables, ont acquis un statut quasi incontestable et contribuent à discréditer toute critique. La seconde contribution explore l'autorité dans le secteur de l'éducation permanente, en interrogeant la portée symbolique et critique de l'espace de parole des animateurs et animatrices vis-à-vis des publics, ainsi que l'équilibre entre émancipation et conformisme. La troisième analyse se penche sur l'autorité des outils numériques, qui influencent les comportements individuels et collectifs, façonnant une société où la logique marchande s'étend jusque dans l'intimité et la gouvernabilité des individus.

Les articles suivants prolongent cette réflexion : la quatrième contribution interroge le retour d'un désir d'autorité coercitive dans les sociétés belges et occidentales, analysant la cristallisation de tendances fascisantes à partir de recherches sur la personnalité autoritaire. La cinquième contribution explore les abus de l'autorité parentale dans le cadre de l'inceste, montrant comment le pouvoir symbolique peut servir et masquer des violences. La sixième contribution propose une lecture de l'anarchisme comme contestation de l'autorité, depuis ses fondements historiques jusqu'aux formes contemporaines féministes et environnementalistes, illustrant son actualité et ses expérimentations pratiques, y compris par des collaborations culturelles, comme le jeu de société développé avec l'association Barricades.

La septième contribution adopte un format visuel pour retracer les formes de répression policière et judiciaire des mouvements écologiques en Europe et dans le monde, à partir des alertes du Rapporteur spécial des Nations Unies. Enfin, la huitième contribution interroge les rapports d'autorité dans le secteur du logement, en montrant comment l'autorité dominante doit composer avec des autorités secondaires pour exercer son influence sans recourir à la violence.

---

- Les publications liées à nos thématiques (hors projets présentés ci-dessus)

- › Citoyenneté & Participation

Cette année, nous proposons dans cette thématique un travail sur les erreurs ou plutôt l'absence d'erreurs judiciaires en Belgique. Cette étude propose une réflexion en examinant l'architecture du système judiciaire belge, mais aussi le travail de terrain des professionnel·les de la justice et les causes reconnues d'erreurs judiciaires à l'international. S'appuyant notamment sur le projet « Bénéfice du Doute » de la KUL, qui analyse des dossiers de personnes condamnées, mais clamant leur innocence, l'étude met en lumière l'existence possible de failles malgré l'absence officielle d'erreurs judiciaires depuis 1995. Elle permet d'enrichir les contenus de notre programme "Justice à la barre", de sensibiliser divers publics et de nourrir le plaidoyer pour la création d'un droit d'appel en cour d'assises.

- › Sociétés & environnement

Cette année, la thématique a interrogé la production de Blanc bleu belge (BBB), race bovine emblématique de la production de viande en Belgique, qui représente environ 70 % du cheptel viandeux en Wallonie. Si cette race est célébrée localement comme symbole de réussite agricole, elle suscite à l'étranger de nombreuses critiques, notamment en raison du recours fréquent à la césarienne lié à son hypertrophie musculaire. L'analyse retrace l'histoire et l'hégémonie du BBB dans la filière bovine belge, questionne le modèle d'hyperspécialisation et propose une réflexion sur des alternatives basées sur des races plus rustiques et des circuits locaux.

La publication Black Friday : et après ? Petite balade à travers d'autres possibles, s'inscrit dans le projet namurois du même nom, initié en 2024, et questionne la fast-fashion et l'ultra-fast-fashion dans une perspective citoyenne et écologique. À travers des témoignages d'actrices et d'acteurs locaux, le texte met en lumière des alternatives concrètes : la seconde main, le do it yourself, la mode éthique, les repair cafés, ainsi que la lutte contre la publicité dans l'espace public. Ces initiatives illustrent un mode de consommation plus durable, centré sur le lien social, le partage de savoir-faire et la réduction des déchets textiles. La publication souligne également les difficultés rencontrées par les commerçant·es et acteur·rices associatifs : faible revenu, charge mentale et nécessité de soutien politique pour amplifier l'impact de ces pratiques. Enfin, le texte projette une vision de Namur en 2040, ville piétonnière, verte et centrée sur les assemblées citoyennes et l'action collective, démontrant que des alternatives au capitalisme consumériste existent déjà dans le présent et peuvent inspirer d'autres initiatives.

### › Cultures, Violences & Institutions

En dehors du projet consacré aux violences institutionnelles dans le cadre du sans abrisme / sans-chez-soirisme, la thématique a proposé une étude portant sur le handicap et le validisme. Cette analyse met en lumière les discriminations systémiques subies par les personnes en situation de handicap, accentuées par la crise sanitaire de la COVID-19. Elle souligne les difficultés d'accès aux soins, à l'emploi, à l'éducation et aux transports, tout en examinant l'évolution historique du concept de handicap et les mécanismes d'exclusion sociale. La pandémie a particulièrement impacté les services résidentiels pour personnes handicapées, contraintes à des confinements stricts et à la mise en place de « bulles » pour protéger pensionnaires, personnel et visiteurs, révélant les limites des dispositifs existants et la nécessité d'une attention spécifique aux personnes vulnérables.

### › Lieux de vie & Espace public

La publication Airbnb et le logement examine les impacts de la plateforme Airbnb sur le marché immobilier et l'Horeca, en particulier la hausse des loyers, la gentrification et le non-respect des réglementations par certains hôtes. L'étude analyse également les initiatives législatives visant à encadrer ces activités et les difficultés des pouvoirs publics à faire appliquer ces règles. Elle s'appuie sur trois interviews : une responsable de maison d'hôte, une représentante du cabinet de l'échevine à l'urbanisme de Bruxelles et la cheffe de cabinet de la ministre wallonne du Tourisme.

---

### • Stratégie de diffusion

La diffusion de nos productions s'appuie depuis plusieurs années sur plusieurs canaux complémentaires : le site internet, notre page Facebook (qui relaie systématiquement les nouvelles publications et valorise également des contenus antérieurs en lien avec l'actualité) ainsi que nos newsletters, qu'elles soient générales ou thématiques.

À cela s'ajoute une diffusion en format papier, notamment lors de notre participation à différents événements, ainsi qu'une visibilité renforcée grâce à l'organisation de rencontres et événements grand public dont les contenus s'appuient sur nos publications.

De plus, comme nous le détaillons dans la partie « Les activités d'évaluation liées à l'exécution du présent plan d'action pluriannuel (public, modalités, conclusions éventuelles intermédiaires...) », nous avons actualisé notre approche dans le cadre de notre RGE. Celle-ci repose sur le principe de construire une diffusion adaptée à chaque contenu, en fonction de son intention, de ses publics et des usages possibles qui verra le jour en 2026.

---

#### 4.1.2. Production d'analyses et d'études (Art. 20, 21, 22/1 de l'AGCF)

---

- Précisez les éventuelles évolutions de la ligne éditoriale et/ou des thématiques identifiées

La ligne éditoriale s'est globalement maintenue, tout en connaissant plusieurs évolutions dans ses modalités de mise en œuvre et ses objets d'analyse.

D'une part, on observe une diversification des formats de publication. L'introduction des billets d'humeur marque une volonté de proposer des analyses plus accessibles, ancrées dans l'actualité, tout en conservant une lecture critique et structurée. Le développement de formats audio, notamment les podcasts, témoigne également d'une ouverture vers des supports plus accessibles et complémentaires à l'écrit, permettant de toucher de nouveaux publics.

D'autre part, notre ligne éditoriale se caractérise par un renforcement de l'ancrage dans des enjeux contemporains, tels que les violences institutionnelles, la précarité, les mutations démocratiques ou encore les tensions entre impératifs économiques et exigences sociales et environnementales. Le projet consacré au sans-chez-soirisme illustre notamment une évolution vers des approches plus systémiques, mettant en lumière les mécanismes structurels d'exclusion et les responsabilités institutionnelles.

Par ailleurs, on constate une accentuation de l'articulation entre analyse critique et production de perspectives alternatives. Les publications ne se limitent pas à documenter ou dénoncer des problématiques, mais cherchent de plus en plus à faire émerger des pistes concrètes, qu'il s'agisse de pratiques professionnelles, d'initiatives citoyennes ou de transformations politiques. Cette évolution est particulièrement visible dans les travaux liés à la thématique Sociétés et Environnement ou aux pratiques de terrain dans le secteur social.

Les thématiques, quant à elles, restent globalement stables et structurent toujours l'ensemble des productions. Toutefois, leur traitement évolue vers une approche plus transversale et décloisonnée, où les enjeux (logement, justice, numérique, environnement, handicap, etc.) sont analysés à l'intersection de plusieurs champs (sociaux, politiques, économiques, culturels). Cette transversalité renforce la cohérence globale des publications et permet de mieux saisir la complexité des problématiques étudiées.

- 
- Précisez la/les raisons (s) de leur choix et leur ancrage dans les préoccupations citoyennes de la FWB

Ces productions s'inscrivent dans une démarche critique visant à décrypter les mécanismes de pouvoir et à documenter les réalités sociales, en répondant à un besoin d'analyse contextualisée sur des enjeux majeurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Leur choix repose sur une volonté de décloisonner les savoirs en croisant des retours de terrain, des expertises académiques et des témoignages, afin de nourrir le débat citoyen sur des sujets souvent techniques ou invisibilisés.

Voici des exemples concrets illustrant cet ancrage dans les préoccupations citoyennes.

Le secteur du sans-chef-soirisme (podcast Sous contrôle ?) : Ce projet explore les violences institutionnelles subies par les personnes sans-chef-soi (déshumanisation, rigidité des règles) et interroge l'injonction à l'autonomie dans les politiques d'accompagnement. Il répond directement aux préoccupations des acteur·rices associatifs, des travailleur·euses sociaux et des personnes concernées en cherchant à repenser l'efficacité des interventions à partir de la reconstruction du lien social.

L'analyse des politiques publiques et du modèle agricole (Le blanc bleu belge) : Ce travail critique interroge l'hégémonie de ce modèle d'élevage, ses controverses (recours systématique à la césarienne) et son impact sur la filière bovine. En mettant en question les habitudes alimentaires et le «boom» de la productivité post-Seconde Guerre mondiale, l'analyse s'inscrit dans les débats citoyens plus larges sur la transition écologique et alimentaire en Belgique.

Le décryptage des réformes sociales (Les ingénieurs imaginaires de l'Arizona) : En examinant la réforme du chômage, cette analyse démontre comment un discours présenté comme « technique » ou « scientifique » peut masquer une orientation idéologique. Elle permet aux citoyens d'avoir une lecture plus lucide des choix politiques qui impactent directement la précarité et l'accès à l'emploi en FWB.

- 
- Les conditions d'exploitation, d'animation et/ou de promotion ont-elles évolué ? Précisez

Nous développons ce point dans la partie Stratégie de production et diffusion.

- 
- Présentation du détail des productions réalisées

Le détail de chaque production réalisée doit être présenté dans le tableau d'activité AXE 3, selon le modèle prévu - à fournir en annexe

### 5.1. La pérennité de l'association (décret, article 23 1<sup>er</sup>)

L'association tend à s'assurer une viabilité financière lui permettant de réaliser les actions pour lesquelles elle est reconnue. Le Gouvernement définit les modalités d'accompagnement par les services du Gouvernement lorsque l'analyse des comptes et bilan d'une association fait apparaître un déséquilibre financier qui révèle des risques pour la pérennité de l'association et la bonne fin des subventions.

### 5.2. Obligations légales et contractuelles

- L'association respecte rigoureusement toutes les obligations qui lui incombent par l'application des législations régissant son activité.
- Elle respecte l'ensemble de la législation fiscale et de la législation sociale.
- Elle s'engage également à appliquer toute mesure reprise dans les conventions collectives obligatoires ou ratifiées.
- L'association s'engage en outre à respecter l'ensemble de la législation relative aux droits d'auteurs et aux droits voisins et garantit la Communauté contre tout recours qui pourrait être intenté par des tiers.
- Elle s'engage à faire apparaître dans toutes ses communications - y compris électroniques - le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sous la forme de la mention suivante : « Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles », ainsi que le logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Elle s'engage à transmettre régulièrement aux Services du Gouvernement ses publications, programmes d'activités et toute information utile liés à l'exécution de son plan d'action.

*LES DONNÉES FOURNIES PAR L'ASSOCIATION SONT CERTIFIÉES SINCÈRES ET VÉRITABLES*

NOM & PRÉNOM : Philippe DEDOBBELEER

FONCTION : président

SIGNATURE :

Date : 17 juin 2026

## Citoyenneté & Participation

est une ASBL d'éducation permanente, reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Citoyenneté & Participation est une association sans but lucratif dont l'objectif fondateur est de promouvoir une citoyenneté active, responsable et inclusive, conformément aux préceptes de l'humanisme démocratique et du développement humain. Cette citoyenneté s'exerce par la participation de tous, sans discrimination de quelque nature que ce soit, à la construction d'une société globale plus juste, solidaire, ouverte sur le monde et respectueuse des droits humains, notamment civils, politiques, économiques, sociaux, environnementaux, culturels, philosophiques et religieux. (Article 1 de la Charte du CP).



### Citoyenneté & Participation

Avenue des Arts, 50\6 - 1000 Bruxelles  
02 318 44 33 | [info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be) | [www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)